

Ministère de la Région wallonne
Direction générale de l'Agriculture

les 11 nouvelles

DU PRINTEMPS

Une publication
trimestrielle
de la direction générale
de l'Agriculture
2^e trimestre 2008



Economie

**Réforme
de l'OCM**
Fruits et légumes
p. 4-7



Secteur animal

**Les conseils
de filières**
p. 8-15



Horticulture fruitière

**Encadrement
Recherche**
p. 28-35

dossier La DGA réactive la zone rurale



RÉGION WALLONNE

Bur. dep. Brux. X

<http://agriculture.wallonie.be>

focus





Ce printemps 2008 a entamé une année charnière pour notre agriculture. Inexorablement, elle rimera de plus en plus avec l'environnement et les nouvelles structures administratives en train de se mettre en place confirmeront qu'il n'y a pas d'agriculture sans environnement ni d'environnement sans agriculture.

Votre revue *Les Nouvelles*, tout en gardant sa spécificité agriculture, ne manquera pas d'intégrer dans les sujets proposés la touche environnementale indispensable à notre développement. Aujourd'hui nous aborderons ainsi un sujet brûlant... celui des agrocarburants.

De développement, il en sera question ici pour les fruits et légumes avec la réforme de l'Organisation commune de marché mais aussi avec les centres pilotes pour l'arboriculture ou pour les petits fruits. Il en sera également question pour la filière animale toujours à la recherche d'une production de viande wallonne de qualité et nous parlerons du développement de la zone rurale.

Et pourquoi n'aborderions nous pas aussi un problème qui inquiète les arboriculteurs, celui d'une maladie bactérienne due à un *Pseudomonas* ?

J'espère que votre revue vous encouragera encore et toujours à promouvoir une agriculture de qualité.

Je vous en souhaite bonne lecture.

CLAUDE DELBEUCK,
DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGRICULTURE, A.I.



SOMMAIRE

Economie

Fruits et Légumes
Réforme de l'OCM et début
de sa mise en œuvre p 4

Secteur animal

Développement et promotion de
la viande wallonne de qualité
Les conseils de filières animales p 8

A voir

Le site du conseil de filière Viande bovine
Ateliers de travail partagé p 15

Dossier

La DGA réactive la zone rurale p 16

Gestion

Impact du coût de l'alimentation sur
la rentabilité de la production porcine p 26

Encadrement

Le Centre pilote Fraises et Petits fruits
La fraise au cœur de la production
horticole wallonne p 28
Centre pilote pour l'arboriculture
fruitière Cépifruit p 31

Recherche

Les maladies causées par
Pseudomonas syringae en vergers fruitiers p 34

CRA-W

L'impact des agrocarburants :
Vers un partenariat entre filière végétale
et filière animale ? p 36

Apaq-W

les Ruchers Portes ouvertes p 38

Brèves du livre

p 39

Réforme de l'OCM et début de sa mise en œuvre

4

Depuis le début de cette année s'est enclenchée la mise en œuvre progressive, au niveau européen, de la réforme de l'organisation commune de marchés dans le secteur des fruits et légumes. La décision de 2007 la concernant portait sur d'importantes modifications. Cet article vise à donner une image générale du contexte ainsi que des principaux changements amenés par cette réforme.

La réforme de l'*organisation commune de marchés* (OCM) fruits et légumes, en même temps que celle en cours touchant le vin clôturent le cycle de réformes de tous les secteurs agricoles entamé ces dernières années qui a fondamentalement revu la conception de la PAC en passant d'un soutien à la production à un soutien au revenu des producteurs (découplage). En matière de régulation des marchés, dans le secteur des produits frais, l'*OCM fruits et légumes* a, de longue date, fait figure de pionnière. L'OCM rénovée renforce encore cette caractéristique en confiant une responsabilité accrue aux organisations de producteurs en matière de prévention et de gestion des crises liées à des surproductions ponctuelles. En ce qui concerne les modalités d'application de la réforme – c'est-à-dire la traduction concrète des orientations à donner aux programmes opérationnels qui seront mis en œuvre à partir de 2009 – l'année 2008 est une période de transition durant laquelle tant la Commission européenne

que les Etats membres ont à examiner une série de questions restées en suspens du fait de l'adoption très rapide du règlement de la Commission.

En Région wallonne, une réflexion commune va s'engager prochainement avec les différents intervenants du secteur, en ce compris les représentants des quatre organisations de producteurs actuellement reconnues en Wallonie.

Parcours de l'OCM fruits et légumes

L'*organisation commune de marchés des fruits et légumes frais* a été instaurée à la fin des années '60. Une réforme fondamentale de cette OCM a été menée en 1996. La réglementation en découlant a été d'application jusque fin 2007.

Un des principaux objectifs de la **réforme de 1996** était d'aboutir à une meilleure structuration du secteur afin de mieux orienter la production vers le marché, aussi bien au niveau quantitatif que qua-

litatif. Cette réforme a introduit, en tant qu'élément central de l'*OCM fruits et légumes*, le regroupement des producteurs au sein d'**organisations de producteurs** (OP). Ces OP sont reconnues par les Etats membres sur base de critères prédéfinis. Elles ont la responsabilité de l'élaboration et de la gestion de **programmes opérationnels** (PO).

Fruits et légumes frais ou transformés, une répartition inégale des moyens

Ces programmes sont établis pour une durée de 3 à 5 ans et comportent une série de mesures visant, entre autres, l'adaptation de la production à la demande, l'amélioration de la qualité des produits, la protection de l'environnement, l'amélioration de la commercialisation... Le financement est assuré à parts égales (50/50) par les membres producteurs et par le budget européen.

De plus, en cas de perturbation sur les marchés des fruits et légumes frais, les OP étaient chargées de l'intervention par le retrait physique des produits du marché, opérations pour lesquelles une indemnité communautaire était octroyée, indépendamment du financement des programmes opérationnels.

En parallèle, il existait une réglementation spécifique pour les **fruits et légumes transformés** qui prévoyait elle aussi un regroupement des producteurs sous forme d'OP. Dans ce cadre, une aide était



Photo : Fotolia

octroyée, en fonction des quantités produites, aux producteurs (pour autant qu'ils soient membres d'une OP) ayant passé des contrats de livraison avec des industries de transformation. Cette réglementation ne concernait qu'un nombre restreint de produits -principalement les tomates, agrumes, poires, pêches et nectarines – et d'Etats membres – la France, l'Italie, l'Espagne, le Portugal et la Grèce. Cependant, au niveau budgétaire, les mesures de soutien à la transformation absorbaient plus de la moitié du budget global consacré au secteur des fruits et légumes.

Mesures spéciales pour l'exportation

Pour ce qui concerne le commerce extérieur, l'OCM prévoyait trois types d'outils : les restitutions à l'exportation, le système des prix d'entrée et des clauses de sauvegarde.

Des résultats mitigés

Les mesures d'incitation au regroupement des producteurs sous forme d'OP ont rencontré un succès variable selon les Etats membres, de sorte que le taux moyen d'organisation du secteur sous cette forme est d'environ 35 %, alors que

l'objectif initial de la Commission lors de la réforme de 1996 était d'atteindre 60 % à l'horizon 2013. Cette moyenne cache une dispersion importante entre les différents Etats membres puisque le taux d'organisation est d'environ 80 % en Belgique et aux Pays-Bas, tandis qu'il est compris entre 30 et 45 % en Espagne, en France et en Italie et reste inférieur à 10 % en Grèce et au Portugal.

En outre, l'évolution du contexte général dans lequel s'inscrit la politique agricole commune (PAC) a rendu nécessaire de prendre en considération certains éléments nouveaux :

- l'entrée en application à partir de 2005 du régime de paiement unique (RPU);
- les négociations en cours dans le cadre de l'organisation mondiale du commerce (OMC), qui remettent en question certaines mesures de soutien de marché (aides à la transformation, intervention, restitutions à l'exportation,...);
- le recul de la consommation de fruits et légumes;
- la persistance de crises conjoncturelles sur le marché des fruits et légumes.

En parallèle, les préoccupations environnementales de la société vont sans cesse croissantes, ce qui se traduit par l'inscription de la protection de l'environne-

ment au rang des objectifs prioritaires de l'Union européenne dans tous les domaines, y compris dans la PAC.

Enfin, un rapport de la Cour des Comptes de l'UE de 2006 concernant les programmes d'aides aux producteurs de fruits et légumes estimait, tout en reconnaissant les progrès enregistrés, que l'efficacité des mesures financées était faible et que l'intérêt des organisations de producteurs n'avait pas été pleinement démontré. Sur base de ces différents éléments, la Commission a présenté en janvier 2007 une proposition de réforme visant les principaux objectifs suivants :

- améliorer la compétitivité et l'orientation vers le marché;
- réduire les variations de revenus des producteurs provoquées par les crises;
- augmenter la consommation de fruits et légumes dans l'UE;
- poursuivre les efforts pour la protection de l'environnement;
- simplifier la charge administrative pour les acteurs concernés.

La nouvelle réforme

Après des discussions tenues au cours du 1^{er} semestre 2007, la proposition de réforme présentée par la Commission a fait l'objet d'un accord politique lors du



Photo : Fotolia

Conseil des Ministres de l'agriculture de l'Union européenne de juin 2007.¹ La réforme de 2007 ne remet pas en cause les principes de base de l'OCM fruits et légumes et en particulier son organisation centrée sur les organisations de producteurs. Cependant, elle introduit certaines modifications permettant d'accroître l'efficacité de l'OCM et de mieux prendre en compte l'évolution du contexte dans lequel celle-ci se situe (évolution de la PAC, protection de l'environnement, ...).

1. Des OP plus attractives, aux pouvoirs accrus

Des dispositions sont prises en vue de renforcer l'attractivité et l'impact des OP, parmi lesquelles :

- **la suppression des catégories de reconnaissance des OP.** Les OP peuvent être reconnues par produit ou par groupe de produits mais ceci ne s'applique pas obligatoirement aux OP existantes;
- **la suppression de l'appartenance unique à une OP.** Un producteur peut être membre de plusieurs OP pour des produits différents, pour autant que les OP en question n'aient pas le même champ d'activités;
- **l'assouplissement du mode de cofinancement** des programmes opération-

nels. Les OP ont plus de latitude dans la gestion de l'apport de leur part de 50 % du budget annuel consacré aux différentes mesures qu'elles se fixent pour atteindre des objectifs précis;

- **la prise en compte de la valeur des produits ayant subi une transformation primaire** dans la valeur de la production commercialisée par l'OP. Cette disposition permet d'augmenter les ressources des OP ayant une activité de transformation, pour autant qu'elles commercialisent elles-mêmes les produits en question;
- **l'ajout de quelques plantes condimentaires** (à l'état frais) à la liste des produits couverts par l'OCM fruits et légumes (thym, basilic, romarin, ...). En conséquence, le chiffre d'affaires généré par ces productions peut être pris en compte dans le calcul des références qui permettent de fixer le montant de l'aide de l'UE.

2. Une stratégie à l'échelle régionale

En vue de renforcer l'efficacité et la durabilité des programmes opérationnels, les Etats membres (en Belgique, les Régions) sont tenus d'élaborer une stratégie nationale/régionale dans laquelle les programmes devront s'inscrire. Par cette mesure, le règlement européen tente aussi d'harmoniser, dans la mesure du possible, les procédures et les règles d'admissibilité des

dépenses dans le cadre des fonds opérationnels avec celles des programmes de développement rural.

Cette stratégie, en plus d'intégrer un cadre environnemental (voir point 4) devra comprendre les éléments suivants :

- une analyse de la situation initiale du secteur en termes de forces et faiblesses ainsi que de potentiel de développement;
- la définition des axes prioritaires de développement et la quantification des objectifs à atteindre globalement;
- la définition des objectifs spécifiques des différentes mesures contenues dans les programmes opérationnels et des indicateurs permettant de mesurer les progrès accomplis ainsi que l'efficacité des moyens mis en oeuvre;
- la définition des obligations des OP en matière de compte rendu de leurs activités.

3. Prévenir, gérer les crises

Des mesures de prévention et de gestion des crises peuvent être intégrées dans le cadre des programmes opérationnels. Différents types de mesures sont prévus : retrait de produits du marché, récolte en vert ou non récolte des fruits et légumes, promotion et communication en cas de crise, mesures de formation, assurance-récolte et aide pour les charges administratives lors de la création de fonds mutuels. Ces mesures de gestion de crises sont financées par le fonds opérationnel de l'OP selon le principe de cofinancement 50/50 et dans la limite de 33 % du fonds.²

4. Des programmes opérationnels durables

Suivant la nouvelle réglementation, les programmes opérationnels devront soit comprendre au moins deux mesures en faveur

¹ Sa traduction en textes réglementaires a fait l'objet des règlements (CE) n° 1182/2007 du Conseil du 26 septembre 2007 (*Journal officiel de l'Union européenne* L273 du 17/10/2007) et n° 1580/2007 de la Commission du 21 décembre 2007 (JO de l'UE L350 du 31/12/2007).

² Intervention européenne à hauteur de 100 % prévue pour ce qui concerne les produits destinés à la distribution gratuite dans l'UE (dans le cadre des retraits de marché) et ceci pour un maximum de 5 % du volume de la production commercialisée de chaque OP.

de l'environnement, soit prévoir qu'au moins 10 % des dépenses engagées annuellement concernent des actions en sa faveur.

Le champ des actions environnementales est assez large puisqu'il recouvre à la fois la production, le transport et la commercialisation, notamment au travers des thématiques concernant les émissions de gaz à effet de serre, la réduction des emballages, la pollution des sols, la gestion de l'eau, la qualité de l'air,...

Pour prétendre au financement par le biais des programmes opérationnels, ces actions doivent impérativement aller au-delà du respect des normes en vigueur, établies par la législation nationale et/ou régionale. Pour cette raison, les Etats membres (en Belgique, les Régions) devront établir un « cadre environnemental », c'est-à-dire faire l'inventaire des exigences minimales applicables au secteur des fruits et légumes et sur cette base, dresser une liste non exhaustive des actions éligibles dans les PO. Ce cadre national/régional devra être transmis à la Commission européenne pour approbation.

5. Des moyens consacrés à la promotion

La réglementation communautaire relative à des actions d'information et de promotion en faveur des produits agricoles sur le marché intérieur prévoit une contribution communautaire pouvant atteindre 50 % pour certaines actions de promotion. Afin de promouvoir la consommation de fruits et légumes chez les enfants dans les établissements scolaires, ce pourcentage est porté à 60 % pour les actions de promotion de fruits et légumes.

Des actions de promotion peuvent être inscrites par les OP dans leurs programmes opérationnels au titre des actions visant à améliorer la commercialisation et

sont, comme les autres mesures, financées à 50 % par le budget européen.³

Concernant aussi la promotion, on peut rappeler que, en marge de la décision sur la réforme de l'OCM *fruits et légumes*, le Conseil des Ministres de l'agriculture de l'UE a invité la Commission à réaliser une étude de faisabilité d'un programme spécifique *Fruit à l'école* (qui porterait également sur les légumes ainsi qu'éventuellement sur des produits transformés).

6. Le régime de paiement unique est étendu aux fruits, légumes et pommes de terre

Les aides aux produits transformés sont totalement découplées moyennant des périodes de transition, à décider par les Etats membres concernés. Ces périodes transitoires sont variables en durée en fonction des produits considérés. Les fruits et légumes et les pommes de terre sont intégrés dans le RPU à partir du 1^{er} janvier 2008. A ce titre, les superficies plantées en fruits (y compris les vergers), légumes (y compris les pommes de terre) et les pépinières deviennent éligibles aux droits au paiement unique (DPU). Les Etats membres avaient toutefois la possibilité, jusqu'au 1^{er} novembre 2007, de choisir de reporter l'éligibilité de tout ou partie de ces produits au plus tard jusqu'au 31 décembre 2010.

En Belgique (Wallonie et Flandre), il a été décidé que les superficies concernées ne pourraient être éligibles aux DPU qu'à partir du 1^{er} janvier 2009.

Toutefois, en l'absence de moyens budgétaires supplémentaires, il a été décidé, dans un premier temps, de ne pas octroyer de nouveaux droits pour les fruits, légumes et pommes de terre.

L'intégration des fruits et légumes et des pommes de terre dans le RPU implique

que les règles de conditionnalité s'appliqueront pour tous les producteurs de fruits et légumes qui reçoivent des paiements directs.

7. Suppression des restitutions à l'exportation

S'inscrivant dans le cadre des négociations à l'OMC prévoyant la suppression d'ici 2013 du régime de restitutions à l'exportation, la réforme prévoit que les restitutions à l'exportation pour les fruits et légumes sont supprimées à partir de 2008.

LAURENCE CHÂTEAU, MARIE-FRANCE CLOSSET,
DIRECTRICE
DIRECTION DE LA POLITIQUE AGRICOLE
EUROPÉENNE ET INTERNATIONALE

Photo : Corbis

Avignon, 1994



Plus d'informations

Division de la Politique agricole, DGA
Direction de la Politique agricole
européenne et internationale
Ilot Saint-Luc
14, chée de Louvain
5000 Namur
@ : l.château@mrw.wallonie.be
mf.closset@mrw.wallonie.be

³ Voir aussi plus haut : à propos des nouvelles mesures de gestion de crises, des actions ponctuelles de promotion peuvent être financées grâce au supplément de 0,5 % d'aide attribuée globalement à la prévention et à la gestion de crises.

Les conseils de filières animales

Filière avicole et cunicole, Filière lait et produits laitiers, Filière ovine et caprine, Filière viande porcine, Filière viande bovine.



Photo : MRW Dm JLC 7298

Aider notre production agricole et agroalimentaire à se démarquer, au moins partiellement, tout en continuant à oeuvrer au maintien de sa compétitivité, a en effet été considéré comme une voie à privilégier pour l'inscrire durablement dans un environnement de plus en plus concurrentiel.

Les *conseils de filière* ont été institués par le décret du 19 décembre 2002 relatif à la promotion de l'agriculture et du développement des produits agricoles de qualité différenciée. Ils ont été conçus pour s'intégrer dans un dispositif global, destiné à développer et à mettre en avant l'agriculture wallonne à travers son savoir-faire et la qualité de ses produits. Le dispositif imaginé en 2002 est constitué de plusieurs éléments complémentaires (certains nouvellement créés,

d'autres existants) destinés à collaborer étroitement pour tendre vers l'objectif qui lui avait été assigné (voir encadré « Concrètement... »).

Les conseils de filière

Les *conseils de filière* sont des organismes représentatifs chacun d'une filière (c'est-à-dire d'un sous-secteur agricole). Ils ont été mis en place en remplacement des commissions consultatives de l'ORPAH (voir plus haut). Alors que ces dernières étaient

principalement chargées d'orienter l'utilisation des fonds de promotion disponibles au niveau de l'ORPAH (en provenance notamment des contributions des producteurs), les *conseils de filière* ont un domaine d'action plus large. Ces conseils, en effet, sont sensés identifier les besoins en recherche, encadrement, promotion, liés au développement de leur secteur et proposer des pistes d'action aux institutions ou pouvoirs publics concernés (ministre et direction générale de l'Agriculture, ApaQ-W). Les conseils ont donc pour mission première d'alimenter la réflexion sur l'orientation de la politique de développement de l'agriculture wallonne.

Proches du terrain, les *conseils de filière* constituent le relais entre les exploitants et les différents intervenants qui organisent la promotion et le développement. Parmi l'ensemble de ceux-ci, ils peuvent être considérés comme l'articulation ou le point central (relation à double sens).

Il revient au *conseil de filière*, dans un premier temps, d'élaborer le plan de développement (examiné et validé par le *Comité d'Orientation* de l'ApaQ-W et agréé par le ministre). La mise en œuvre de ce plan est alors fixée par le *conseil de filière*, de même que son application et son actualisation régulière. C'est le conseil qui assure aussi toutes les missions de concertation nécessaires.

Un plan de développement peut être scindé en deux volets, correspondant aux deux grandes catégories de missions dévolues aux *conseils de filière* et impliquant respectivement un interlocuteur privilégié, la direction générale de l'Agriculture et l'ApaQ-W.

Les *conseils de filière* doivent donc travailler en partenariat étroit avec l'ApaQ-W et l'administration, susciter des actions et des

Produits de l'agriculture wallonne, promotion, développement. Qui fait quoi ?

- **L'Agence wallonne pour la Promotion d'une agriculture de qualité** (Apaq-W) : organisme d'intérêt public, l'agence a été instituée en remplacement de l'*Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture*, ORPAH (lui-même ex-Office national des Débouchés agricoles et horticoles, ONDAH), avec pour double mission de valoriser l'image de l'agriculture en général et de promouvoir les productions et produits de qualité différenciée, notamment à travers l'instauration d'une marque collective wallonne (*Eqwalis*). L'agence gère notamment trois organisations :
- le **Comité d'Orientation**. Composé de représentants publics et privés, il est destiné à élaborer un plan pluriannuel et multisectoriel de développement et de promotion soumis au ministre ;
- l'**Observatoire de la Consommation alimentaire**. Il a pour objectif de fournir des données sur l'évolution de la consommation et, par là, d'orienter les actions de développement et de promotion ;
- le **Comité de la Marque**. Il est destiné à gérer le fonctionnement de la marque collective wallonne.
- La **direction générale de l'Agriculture, pour l'administration du MRW, à travers la division de la Recherche, du Développement et de la Qualité**. Comprenant les trois directions « Recherche », « Développement et Vulgarisation » et « Qualité des produits », elle a un rôle décisif dans la mise en

œuvre de la politique de développement d'une agriculture de qualité mais son champ d'action ne s'étend pas à la promotion.

- Les **conseils de filière** (voir ci-après).
- L'**Office des Produits wallons** (OPW), asbl. Il est dédié à la promotion des produits dits « de terroir » (issus de la transformation à la ferme et artisanaux).
- La **Commission consultative scientifique pour les Produits agroalimentaires**. Instituée initialement pour intervenir dans la procédure régionale de demande d'enregistrement de dénominations de produits agricoles et agroalimentaires en qualité d'*Appellations d'Origine protégées* (AOP) ou d'*Indications géographiques protégées* (IGP) en application de la réglementation européenne, elle a vu son rôle élargi à l'examen de toute demande de reconnaissance de cahier des charges au titre de la qualité différenciée (en dehors de l'octroi de la marque collective *Eqwalis*) ;
- D'autres structures comme le réseau de laboratoires *Réquasud* ou la *Cellule Qualité Produits fermiers* (CQPF) aident les producteurs à se mettre en conformité avec la réglementation (qualité réglementaire) et à améliorer leur organisation (qualité systémique) ou la qualité intrinsèque de leurs produits. Des **aides financières** sont octroyées aux groupements de producteurs ou filières porteurs de projets de développement dans le domaine de la qualité.

9

projets concrets (de recherche, d'encadrement, de promotion) chez différents acteurs concernés, des porteurs de projets, des organismes de recherche, d'encadrement, (l'Apaq-W). Ils peuvent aussi aider éventuellement l'administration à évaluer ces projets et à les suivre dans leur réalisation.

Les *conseils de filière* sont là pour définir, préparer, orienter le travail de leurs partenaires en réservant à ceux-ci d'entrer dans l'opérationnel, sachant que leur rôle n'est pas de porter ou mettre en œuvre des projets ou des actions.

En qualité de plate-forme d'information et de concertation, ils doivent également veiller à oeuvrer de manière neutre pour l'ensemble de leur secteur, sans privilégier un sous-secteur ou un maillon particulier. Une attention particulière doit cependant toujours être accordée à sauvegarder ou maximiser l'intérêt de l'agriculteur.

Il est à noter que, en relation avec le décret

de 2002, les actions et projets proposés doivent autant que possible, en fonction des potentialités de chaque secteur, privilégier le développement de productions de qualité différenciée. C'est ainsi que les *conseils de filière* ont aussi pour mission d'aider à la mise sur pied de cahiers des charges menant à des productions de qualité différenciée, d'évaluer et de stimuler l'offre et la demande en la matière, en collaboration étroite avec la direction générale de l'Agriculture et l'Apaq-W.

Concrètement, onze filières ou secteurs ont été répertoriés¹ comme pouvant bénéficier d'un conseil de filière : les filières viande bovine, viande porcine, ovine et caprine, avicole et cunicole, lait et produits laitiers, pomme de terre, horticole produits comestibles, horticole produits non comestibles, grandes cultures, piscicole, agriculture biologique.

Qui compose les filières ?

Parmi les conditions d'agrément des conseils de filière, la principale impose que leur structure comprenne un organe de gestion représentatif de l'ensemble du secteur qu'ils sont chargés de développer. Tous les maillons d'une filière, du producteur au consommateur en passant par les transformateurs et les distributeurs, doivent être représentés d'une manière équilibrée. Des scientifiques ou techniciens sont également présents.²

En pratique, dix asbl ont été agréées par arrêté ministériel en qualité de conseil de filière fin 2003 – début 2004. Seul le conseil de filière piscicole n'a pas encore vu le jour. Une convention-cadre lie chacune des ces associations et la Région wallonne. Le contrat définit les missions du conseil de filière et prévoit le pourvoi à son bénéfice d'un support financier annuel pour l'aider à couvrir ses frais de personnel et de fonctionnement entraînés par la réalisation de ces missions. Pour assurer ces dernières, chaque structure dispose globalement d'un permanent de niveau universitaire (formation en agronomie) et d'un secrétariat.

Missions des filières et plan de développement

- **Développement** proprement dit : définition de pistes en matière de recherche, encadrement, formation, ..., pistes qui doivent aider le ministre et son administration à donner les impulsions nécessaires à faire progresser le secteur concerné et l'agriculture wallonne dans son ensemble ;
- **Promotion** : proposition de pistes d'actions à destination de l'Apaq-W qui se charge de la mise en œuvre opérationnelle.

secteur animal

Cinq *conseils de filières* couvrent le secteur animal, quatre le secteur végétal, le *Conseil de filière agriculture biologique* est « mixte ». Historiquement, trois filières animales (*porcine, avicole – cunicole, ovine – caprine*) disposaient déjà d'une structure, à vocation principale d'encadrement. Ce sont ces structures qui ont servi de canevas pour le lancement des *conseils de filière*.

Suite à la création puis à la reconnaissance de deux nouvelles asbl dans les secteurs du lait et de la viande bovine, les cinq *conseils de filière* du secteur animal ont pu démarrer leurs activités au début de l'année 2004, suivis six mois plus tard par les conseils du secteur végétal et de l'agriculture biologique. Il est à noter que les trois filières « historiques » ont maintenu, à côté de leurs missions de *Conseil de filière*, des activités d'encadrement supportées par une subvention de la direction du Développement et de la Vulgarisation de la DGA.

Les pages qui suivent donnent un aperçu du travail accompli par les *conseils de filière* du secteur animal depuis leur création (les activités des autres conseils seront présentées ultérieurement). Chaque *conseil de filière* s'y présente et fait le point sur les avancées en matière de développement et de promotion qui ont pu être engrangées depuis 2004. Les études réalisées en application de leur plan de développement, menées en interne ou confiées à des consultants externes ou au CRIOC dans le cadre de l'Observatoire de la Consommation, sont mises en lumière. Les travaux en cours et les perspectives à court terme sont également abordés.

¹ Arrêté du Gouvernement wallon (AGW) du 3 juillet 2003.

² AGW du 26 août 2003.



Photo : Marc Fasol

Le développement des productions de qualité différenciée

Le secteur avicole wallon présente des filières de qualité à haut potentiel de développement qui se doivent d'être soutenues.

Réalisations majeures

- La définition des **critères minimaux de qualité différenciée** en poulet, poule pondeuse et canard à foie gras. Dans le secteur avicole, les exigences minimales de qualité différenciée sont basées sur plusieurs critères : souches rustiques, modes d'élevage plus extensif, produits différenciés au niveau goût, liste positive des matières premières, proximité des approvisionnements, aliments *non étiquetés OGM*, intégration paysagère des bâtiments et soins particuliers apportés aux épandages, prophylaxie basée sur la prévention plutôt que sur les traitements. Tout ceci doit émaner d'une agriculture familiale et apporter une plus-value aux producteurs ; ces critères ont été avalisés par la *Commission consultative scientifique pour les Produits agro-alimentaires* en septembre dernier ;
- un audit des filières de production, afin d'identifier les synergies à envisager entre filières commerciales pour assurer leur développement et les rendre plus compétitives de manière à savoir faire face à la concurrence étrangère ;
- l'exploration du marché de l'*Horeca* et des collectivités afin de diversifier les circuits de commercialisation ;

Le conseil de filière et cunicole

- l'expertise de l'abattage des outils wallons de plus faible capacité (faiblesse identifiée dans le plan de développement) ;
- la réalisation d'une étude organoleptique sur le poulet anciennement reconnu *Label de Qualité wallon*, s'inscrivant dans le dossier d'enregistrement en qualité d'*Indication géographique protégée* (IGP) ;
- l'assistance technique dans le cadre de problématiques spécifiques au secteur, comme, par exemple, la recherche de solutions pour limiter les impacts financiers de la peste du canard, l'élaboration du guide d'autocontrôle pour la production de foie gras à la ferme, etc. ;
- la constitution d'une plate-forme d'échanges et d'information avec site *Internet*, *newsletter*, base de données informatique, organisation de la journée annuelle des productions porcines et avicoles, participation au réseau européen des producteurs de souches colorées (productions de qualité différenciée), dénommé ERPA, etc.

Principaux projets

- Les projets identifiés en 2008 visent essentiellement à assurer une **meilleure visibilité** aux productions et produits reconnus de qualité différenciée. Le *conseil de filière* espère que l'incitant financier que sont les nouvelles aides à l'investissement AIDA (investissements financés à concurrence de 25% des montants éligibles) puisse rapidement être accompagné d'un **marketing fort** sur ces produits. Dans ce cadre, il





Photo : ApaQ-W

apparaît qu'un concept ou une marque réunissant les produits de qualité différenciée serait la meilleure voie pour informer le consommateur.

- Cependant, il est important d'œuvrer dès maintenant à mieux faire connaître les produits. En 2008, le *conseil de filière* coordonnera dès lors les actions suivantes :
 - constitution d'un répertoire des produits et producteurs wallons de volailles et de lapins,
 - organisation d'une journée portes ouvertes relative aux exploitations wallonnes de qualité différenciée ;
 - sensibilisation du secteur de la distribution aux produits de qualité différenciée et aux critères qui les définissent ;
 - développement d'une expertise pour mieux présenter ces produits dans les rayons des distributeurs.



Filière avicole et cunivole wallonne (FACW) asbl
 Maison de l'Agriculture et de la Ruralité
 47, chaussée de Namur
 5030 Gembloux
 T. : 081 / 62.73.11
 @ : info@facw.be
 http://www.facw.be

Le conseil de filière ovine – caprine

Photo : DGA – ig3

Mettre en évidence un mode de production de qualité différenciant les produits régionaux des produits d'importation

En réponse au grand déficit de la production belge et wallonne de viande d'agneau et de fromages de brebis ou de chèvre.

Réalisations majeures

- Le développement d'outils de promotion de l'élevage ovin :
 - Afin de mieux faire connaître le potentiel de l'élevage ovin dans les milieux professionnels, la *Fédération interprofessionnelle caprine et ovine wallonne*, la FICOW, agréée en qualité de *conseil de filière*, a entamé en 2006 la réalisation d'une étude de la rentabilité de l'élevage ovin en Wallonie¹. Les résultats paraîtront dans les mois à venir.
 - Dans la même optique, plus récemment, un état des lieux du secteur caprin a été réalisé par un étudiant de l'Institut provincial d'Enseignement agronomique (IPEA) de La Reid, dans le cadre de son mémoire de fin d'études.
 - Depuis 2007, le stand de la FICOW à Libramont est orienté sur la mise en valeur du métier d'éleveur ovin.
 - A l'attention du public néo-rural, la FICOW organise régulièrement des formations d'initiation à l'élevage ovin et caprin.
- La mise en évidence d'un mode de production de qualité différenciée. En concertation avec des représentants des secteurs concernés, la FICOW a entamé la définition des **critères minimaux de qualité différenciée** en production ovine et caprine. Un des piliers de la qualité différenciée ovine et caprine

¹ Projet développé en collaboration avec la DGA – direction du Développement et de la Vulgarisation – services extérieurs de Ciney et le Centre d'Etudes des techniques en agriculture (CETA) ovine Namur-Luxembourg.

étant la **traçabilité**, la FICOW s'est attelée au développement d'outils informatiques consacrés à améliorer la traçabilité dans la filière viande avec, en particulier, programme de gestion du troupeau, banque de données, encadrement d'un essai d'identification électronique,

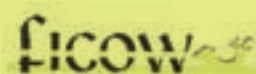
- La mise en évidence des produits. Au niveau de la promotion, un répertoire des fromages de chèvre et de brebis fermiers de Wallonie est en cours de réalisation en collaboration avec l'ApaQ-W.

Projets

Ces dernières années, la pratique du métier d'éleveur s'est encore complexifiée : renforcement du cadre légal, explosion des prix des matières premières, fièvre catarrhale sont autant de défis auxquels l'éleveur est confronté, et autant d'obstacles au développement de la production ovine et caprine, voire à son maintien. Tout en restant disponible pour répondre aux attentes des filières ovines et caprines, la FICOW veut dès lors se concentrer sur des projets contribuant à faciliter le métier d'éleveur ovin et caprin, en se basant sur les axes de la formation professionnelle, de l'accès à la profession, des aides publiques et du financement.



Photo : DGA



Fédération interprofessionnelle caprine et ovine wallonne, FICOW, asbl
 Maison de l'Agriculture et de la Ruralité
 47, chaussée de Namur
 5030 Gembloux
 T. : 081 / 62.74.47
 @ : ficow@swing.be



Photo : Marc Fasol

Retrouver une marge équitable à travers un prix décent du lait

La production laitière représente 25 % de la valeur de la production agricole wallonne.

Le conseil de filière lait a pour ambition de développer le secteur du lait et des produits laitiers en Région wallonne en s'investissant dans une logique de valeur ajoutée, tant pour les producteurs laitiers que pour les différents maillons de la chaîne.

Plan stratégique : focaliser sur cinq axes de travail

- Redorer l'image «santé» du lait et des produits laitiers avec des arguments scientifiques à l'appui ;
- inciter et aider l'industrie à valoriser des productions innovantes et identifiées wallonnes ;
- valoriser la transformation du lait à la ferme ;
- augmenter la consommation de produits laitiers wallons et
- assurer la présence de produits laitiers wallons au sein des circuits de distribution et de l'Horeca.

Le conseil de filière lait et produits laitiers

Réalisations majeures

- Analyse et perspectives. Le colloque *La production laitière wallonne, atouts et perspectives* qui s'est récemment tenu à Gembloux en cette mi-mai est une organisation du conseil de filière lait ;
- un pôle fromager wallon. Le conseil de filière, soucieux de soutenir des actions répondant à sa stratégie, s'est dans un premier temps investi dans la mise sur pied d'un pôle fromager wallon. Plusieurs études ont été réalisées dans ce cadre. La mise en œuvre de ce projet, soutenu par la Province de Namur, suit son cours : les promoteurs tentent actuellement de réunir les moyens financiers pour le concrétiser ;
- une marque pour le lait d'Ardenne. Dans la foulée, un autre projet d'envergure a vu le jour, la mise sur le marché d'un lait identifié wallon originaire de l'Ardenne (l'aire géographique de récolte certifiée est la même que celle du *Beurre d'Ardenne* sous Appellation d'origine protégée. Ce produit est dans les rayons de trois grands distributeurs sous la marque *La Bande des Félaits* promue par l'Apac-W ;
- une analyse fine du marché. Fin 2007, une étude portant sur l'identification de nouveaux débouchés pour les produits laitiers wallons a permis une approche très concrète du marché des produits wallons, en donnant des perspectives intéressantes pour l'avenir ;
- qualité différenciée. Le conseil de filière dispose, également, d'un site Internet servant de relais et de source de données et d'informations tant pour les acteurs de la filière que pour le citoyen. Le conseil s'implique activement dans plusieurs projets, via sa participation aux comités d'accompagnement comme c'est le cas, par exemple pour le projet d'encadrement des producteurs transformateurs à la ferme porté par la Cellule Qualité Produits fermiers (CQPF), le projet de développement du *Fromage de Herve* sous AOP, l'élaboration d'un dossier de demande d'enregistrement des fromages de type boulette en qualité d'Indication géographique protégée ;

- visibilité. La participation du conseil de filière à différentes foires (Libramont, Battice, Harzé, Mons) permet de donner une visibilité au travail accompli et d'établir un lien entre les producteurs, leurs produits et le consommateur.

Principaux projets

Plusieurs études, à réaliser en interne, sont prévues à brève échéance : l'influence du coût de l'énergie sur le coût de production du lait et la définition de la structure du prix du lait, la structure de commercialisation des produits laitiers fermiers en Wallonie et une enquête qualitative auprès des crémiers et magasins de terroir concernant leurs attentes par rapport aux produits laitiers wallons. Dans le cadre de la collaboration entre l'Observatoire de la Consommation alimentaire et les conseils de filière, le CRIOC réalisera une étude sur la perception qu'ont les consommateurs des produits laitiers fermiers wallons. Dans la continuité de l'étude réalisée en 2007 sur les nouveaux débouchés, le conseil de filière aimerait connaître l'intérêt des consommateurs pour une boisson lactée servant essentiellement aux jeunes en substitution des *soft drinks*. Il tentera aussi de mettre sur pied un groupe de réflexion et d'initiative sur le thème des produits laitiers innovants.



Photo : Dircom - MRW



Filière Lait et Produits laitiers wallonne (FLPLW) asbl
 8, rue de Liroux – 5030 Gembloux
 T. : 081 / 62.69.97/98
 @ : c.bauraind@cra.wallonie.be
<http://www.filierelait.be>



Photo : DGA - Ph. Delaurois

Le conseil de filière viande porcine

Développer une production porcine durable

La spéculation porcine est un axe de diversification intéressant pour l'agriculture wallonne qui en a besoin mais qui fait souvent l'objet d'une opposition systématique.

Promouvoir cette opportunité importante de diversification, c'est dans cette optique que la Filière porcine wallonne fut créée en 1998. Le développement de cette spéculation en Wallonie se heurte à une opposition récurrente du citoyen liée à des considérations environnementales et à des problèmes de cohabitation riverains-exploitations.

Plan stratégique : se concentrer sur trois axes essentiels

- Développer la production porcine en concordance avec les attentes des utilisateurs (distribution, consommateurs et citoyens) ;
- améliorer la rentabilité économique des exploitations et entreprises de la filière porcine dans le respect des valeurs et contraintes de production et de distribution (performances zootechniques, alimentation, santé animale) ;
- intégrer les exploitations et entreprises de la filière dans leur environnement.

Réalisations majeures

- Qualité différenciée. La FPW s'est d'abord préoccupée des problématiques environnementales spécifiques aux porcs. Puis, reconnue en tant que *conseil de filière viande porcine* en 2004, elle a choisi de mettre l'accent sur les filières de production de viande de qualité différenciée et sur les opérateurs wallons qui s'y sont engagés. Le résultat a été la rédaction et la mise en application d'un arrêté ministériel définissant les **critères minimaux** permettant la reconnaissance de la qualité différenciée dans le

secteur de la production porcine. Depuis, sept **cahiers des charges** ont été reconnus en tant que qualité différenciée par les autorités régionales. A ces cahiers des charges « viande fraîche », on peut encore ajouter les deux produits transformés reconnus comme *Indication géographique protégée* (IGP) par l'Union européenne : le *Pâté gaumais* et le *Jambon d'Ardenne* (et bientôt, peut-être, le *Saucisson gaumais* et le *Saucisson d'Ardenne*). Actuellement, plus du tiers des éleveurs/engraisseurs de porcs wallons se sont engagés à produire de la qualité différenciée.

- production porcine et réglementation environnementale. La FPW a également réalisé des analyses de situations particulières au secteur via notamment la réalisation d'une étude sur la *Mise en œuvre de la directive 96/61/CE (IPPC) dans le secteur porcin en Région wallonne (2005)* et l'*Intérêt économique des établissements de classe 3 pour le développement de la production porcine en Wallonie (2006)* ;
- communication et ouverture vers l'extérieur du secteur agricole. La communication se fait sur les qualités de la viande de porc produite en Région wallonne mais aussi sur l'élevage wallon pratiquant la qualité différenciée. L'objectif que poursuit la FPW est de parvenir à valoriser le savoir-faire agricole et d'augmenter la plus-value perçue par les différents acteurs de sa production. Pour y arriver, la FPW s'est assuré la collaboration du CRIOC pour l'analyse des images perçues par les consommateurs et les citoyens dans des études ciblées qui sont menées depuis plusieurs années.¹ La FPW s'est par ailleurs chargée des approches plus sectorielles d'études d'image consacrées à la distribution et à la consommation de viande de porc ;²

- visibilité maximum. Il est ressorti de ces études la réalisation avec l'Apaq-W d'une campagne sur la viande de porc en mai 2007 (télévision, radio, presse, *folders*, dégustations). Celle-ci a mis en exergue les nombreuses qualités nutritionnelles de la viande de porc, sa facilité et sa grande variété de préparation pour une consommation adaptée au rythme de vie moderne.

Principaux projets

- Actuellement, la FPW, par l'entremise de son groupe de travail Communication, travaille sur l'élaboration et la mise en œuvre d'une campagne de communication sur l'élevage porcin wallon et sur la définition d'une production porcine locale qui réponde aux attentes de la société, production qui doit être socialement acceptable par la population rurale et garantir un revenu décent à l'éleveur.
- La diffusion de cette communication est par-dessus tout destinée à initier un dialogue constructif, innovant, entre la société civile, le monde agricole et les pouvoirs publics sur la réalité de la production porcine en vue de rétablir un climat de confiance propice au développement d'une agriculture familiale diversifiée dans notre région.

Photo : Fotolia



Filière porcine wallonne, FPW, asbl
Centre wallon de Recherches agronomiques - Département Productions et Nutrition animales
8, rue de Liroux - 5030 Gembloux
T. : 081 / 62.69.91-92
@ : fpw@cra.wallonie.be
http://www.fpw.be

¹ Consommateurs et viande de porc, analyse qualitative (2005), Consommateurs, charcuteries et salaisons porcines (2006); Consommateurs et viande de porc; analyse quantitative (2006).

² Viande de porc et communication : attentes des détenteurs des cahiers des charges de production de qualité différenciée (2006), Viande de porc et distribution : image de la viande de porc dans la distribution et la restauration collective, attentes du secteur (2007), Communication et production porcine : diagnostic d'une situation et proposition de stratégie à développer (2007).



Le conseil de filière viande bovine

Le maintien en Wallonie d'une filière de la viande bovine forte dans un contexte concurrentiel en évolution rapide.

Le conseil a produit un plan stratégique de développement à cinq ans, dont la mise en œuvre a démarré en 2007.

Plan stratégique et axes majeurs :

- Relancer les ventes par l'utilisation d'une marque fédératrice de qualité différenciée.
- Augmenter la présence de la viande bovine belge dans le secteur de la restauration (*Horeca* et collectivités).
- Répondre aux demandes des consommateurs en favorisant l'engraissement en Wallonie et en développant de nouvelles formes de valorisation des produits.

Principales réalisations

- Groupe de travail avec la collaboration d'autres acteurs ou d'autres entités de travail. C'est un *forum* où l'on débat et coordonne les avis et les actions sur les questions relatives aux axes de développement décrits ci-dessus,
- Communication et coordination. C'est encore un centre de documentation et un site *Internet* qui aident à assurer les missions de coordination et de communication pour tous les acteurs de la filière, ainsi qu'une représentation du secteur à certains événements (la *Foire de Libramont*, p.ex.),
- répondant à ces objectifs, le *Conseil de filière* a notamment fait réaliser deux études par le CRIOC dans le cadre de l'*Observatoire de la Consommation alimentaire*. L'une concernait la viande bovine et les consommateurs, l'autre la viande bovine et le secteur *Horeca*,
- Etude de la FUSAGx de la faisabilité d'une filière viande de veau en Wallonie. Les résultats ont donné des indications aux

acteurs de la filière quant à l'approche et aux *desiderata* des consommateurs et de l'*Horeca*, ainsi que des pistes sur des nouveaux produits ou des moyens de différenciation. Ils ont également mis en lumière des points forts et des points faibles actuels vis-à-vis de ces secteurs « consommateurs », points qui pourraient être utilisés pour la promotion, qualité différenciée. Les critères minimaux de qualité différenciée et la reconnaissance de celle-ci via un arrêté du Gouvernement wallon et des arrêtés ministériels, sont aussi des activités auxquelles le *conseil de filière* participe activement avec les autorités depuis 2005 et qui devraient aboutir en 2008. Le travail de finalisation du cahier des charges *Blanc-Bleu de Qualité supérieure* (BBQS), en collaboration avec les entités concernées, qui se concrétise par la mise sur pied par l'Apac-W d'une campagne de promotion financée par la Région en 2008, en est un résultat corrélé.

Principaux projets

- Poursuivant son action en faveur de la viande bovine de qualité, le *conseil de filière* préparera un dossier qui sera remis par l'Apac-W aux autorités pour obtenir des fonds européens afin d'amplifier encore la promotion de cette viande en Belgique. De même, des données relatives au secteur de la restauration des collectivités seront récoltées et utilisées pour améliorer l'utilisation par ce secteur des produits wallons de viande bovine de qualité.
- Etant donné la situation du marché des matières premières, les inquiétudes à propos de l'environnement, et pour maximaliser l'utilisation des productions et coproductions végétales locales, le *conseil de filière* se penchera – principalement au travers d'un Comité scientifique et technique réunissant des experts – sur

l'étude des possibles voies d'amélioration de l'engraissement en Wallonie.

- Dans le même ordre d'idées, il continuera de tenir informés les acteurs de la filière sur les possibilités d'aides en leur faveur (par ex. : aides à l'investissement (AIDA)).
- La mise en place d'un centre de documentation complet (*Internet*, *digithèque* interactive, bulletin, revue, etc.) renforcera ses activités précédentes de coordination et d'information dans les domaines déjà traités. Celles-ci seront complétées par des informations et conseils en matière de formation et si possible, d'exportation.

Photo : Fotolia



Filière Viande bovine wallonne, FVBW, asbl

Liège Airport - Bâtiment 52 - Bureau 4
4460 Grâce-Hollogne
T.: 04 / 225.83.51
@ : fvbw@teledisnet.be
<http://www.fvbw.be>

Informations sur les filières et la qualité des produits

Division de la Recherche, du Développement et de la Qualité, DGA
Direction de la Qualité des produits
Jean-Marc Cheval
Ilôt Saint-Luc
14, chée de Louvain
5000 Namur
T. : 081/ 64.95.99
@ : jm.cheval@mrw.wallonie.be



Le site du conseil de filière Viande bovine
Pour les éleveurs, la transformation et la distribution,
sans oublier le consommateur :

www.fvbw.be

Accès direct à la Newsletter de la filière et à de nombreux liens vers des sites belges et étrangers.

Contenu : fvbw.be produit une information abondante aux différents publics cibles cités plus haut aux attentes desquels il répond pleinement. Les volets concacrés aux professionnels comprennent notamment un large ensemble d'informations et de conseils sur la qualité différenciée en élevage bovin. A voir aussi, l'accès donné à un grand éventail de sources d'informations utiles à consulter dans le cadre d'un développement de ses activités.

Ateliers de travail partagé – Nouveau produit – nouvelle marque commerciale

FIDER, fonds d'Impulsion de développement économique rural

Les outils mis en place depuis septembre 2005 via les actions prioritaires pour l'Avenir wallon, de même que ceux du Plan Marshall, approuvé le 23 février 2006 au Parlement, concernent l'ensemble de la Wallonie, l'ensemble des Wallonnes et des Wallons, les régions urbaines comme rurales.

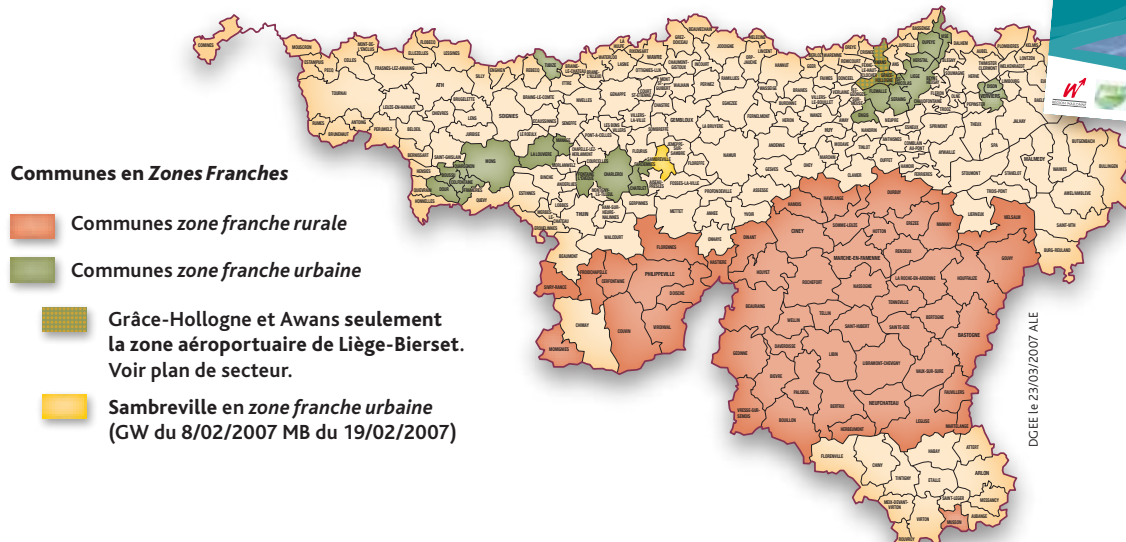
Le fonds d'Impulsion de développement économique rural est un instrument de redynamisation économique des espaces ruraux. Sur base de critères objectifs, cinquante-deux communes ont été définies comme zones franches locales et rurales.

Les entreprises qui y sont implantées bénéficient d'une intervention du FIDER, ce qui leur permet de majorer une série d'aides à l'investissement. Parmi ces entreprises, les exploitations agricoles.

Plus d'information dans cette brochure communiquée sur demande à la bibliothèque de la direction générale de l'Agriculture (coordonnées v. p.39)



La zone franche rurale. Les zones franches du Plan Marshall.



La DGA réactive la zone rurale

16

DOSSIER PRÉSENTÉ PAR JACQUES STÉVENNE, AGNÈS KAISIN ET GEORGES BOLLEN



Photo : DGA – P. Leroy

Si, à l'origine, l'espace rural était réservé en priorité à l'activité agricole, les évolutions démographique, économique et industrielle ont eu pour conséquence que cet espace privilégié a fait, et fait toujours, l'objet de nombreuses convoitises impliquant la coexistence sur un espace relativement exigu d'intérêts multiples.

En particulier, l'expansion sans cesse croissante de la fonction résidentielle dans nos espaces ruraux est souvent destructurante en termes d'occupation du sol, d'organisation des fonctions de production, de conservation de la nature et de cohésion de la société rurale traditionnelle.

Les outils de la politique wallonne de développement rural constituent des réponses aux récentes mutations du monde rural dans la mesure où ils synthétisent, intègrent et mettent en interrelation toutes les stratégies relevant de la gestion communale dans tous les secteurs de la vie communale (le logement, l'action sociale, l'aménagement du territoire, l'emploi, le tourisme, les fonctions économiques, l'énergie, la mobilité, la politique foncière, l'environnement)

Les zones rurales. Une définition

Avec 16.844 km² sur 32.545 km², la Wallonie occupe plus de la moitié du territoire de la Belgique. La Wallonie représente 0,43 % du territoire de l'Union européenne des vingt-cinq. Avec une densité de population de 201 habitants/km², la Wallonie se classe parmi les régions les plus densément peuplées de l'Union européenne. La moitié des Wallons habitent dans des zones urbanisées où la densité de population dépasse 25 habitants/ha sur environ 3 % du territoire. La grande variété de paysages que comporte la Wallonie est liée à la diversité de son sous-sol, dont les types de roches et les structures modèlent le relief et l'environnement, malgré les modifications apportées depuis longtemps par l'occupation humaine.

Les forêts couvrent 32,3 % du territoire de la Région wallonne. La proportion de forêts est variable selon les régions, de 7 % pour la Région limoneuse à plus de 50 % en Ardenne, principale région sylvoicole du pays. La superficie agricole utile (SAU) wallonne représente actuellement plus de 45 % de la superficie wallonne.

Selon l'*Organisation de Coopération et Développement économiques* (OCDE), seraient à qualifier de rurales les zones

pourvues d'un niveau peu élevé de densité de population. A ce jour, pourtant, ce critère simple d'un seuil de densité de population inférieur à 150 habitants / km² ne permet pas de refléter les particularités territoriales wallonnes.

Dans le cadre du *Programme wallon de Développement rural 2007-2013*, s'il ressort que les experts wallons consultés estiment que le seuil de 150 habitants/km² demeure pertinent, il lui a été additionné un critère alternatif qui intègre l'importance des espaces dits « ruraux », c'est-à-dire les surfaces agricoles, boisées et les divers (landes, fagnes, marais, terres vaines et vagues, rochers, plages et dunes).

Suivant ces critères seraient considérées comme rurales les communes qui ont :

- une densité de population inférieure à 150 habitants/km² ;
- une densité de population supérieure à 150 habitants/km² mais dont les espaces ruraux couvrent plus de 80 % de la surface totale de la commune.

Mais d'autres critères pourraient également être pris en compte tels que l'accessibilité aux soins et aux services, la desserte en transports en commun, la qualité de vie,... Etant donné les évolutions et problématiques rencontrées en milieu rural, ces critères seront sans aucun doute encore amenés à évoluer.

Pourquoi une opération de développement rural ?

« Une opération de développement rural consiste en un ensemble coordonné d'actions de développement, d'aménagement et de réaménagement entreprises ou conduites en milieu rural par une commune, dans le but de sa revitalisation et de sa restauration dans le respect de ses caractères propres et de manière à améliorer les conditions de vie de ses habitants au point de vue économique, social et culturel ».

17

Il s'agit donc, de par la volonté du législateur, de proposer aux communes rurales, pour tout leur territoire ou une partie de celui-ci, de mener une politique globale, touchant différents secteurs d'activité, de vie, d'économie locale, de mobilité. Sa gestion s'opère par objectifs, avec la participation effective de la population, élevée au rang de partenaire à part entière et dans la perspective d'assurer aux habitants un « mieux vivre » fondé sur des acquis nouveaux en termes de niveau de vie et de qualité de vie.

Au départ, les communes entament une large réflexion, qui intègre à la fois les domaines économique, politique, social, culturel et environnemental sans en privilégier un de manière dominante. Elles associent à ces travaux de réflexion les décideurs locaux et régionaux, la société civile et les habitants eux-mêmes.

Sur la base de cette réflexion est constitué

un document stratégique, le Programme communal de Développement rural, PCDR, qui est soumis à l'approbation du Gouvernement wallon et à partir duquel se concrétisera progressivement l'opération. En temps opportun, s'opérera un bilan sur les actions accomplies, une reconsidération des objectifs et des priorités et, si cela s'avère nécessaire, une actualisation du programme.

Toute initiative, publique, privée ou issue d'un mouvement associatif, est la bienvenue pourvu qu'elle concoure au processus de développement mis en œuvre. Il est donc possible pour les représentants locaux du monde agricole de présenter d'initiative un ou des projets pouvant contribuer au développement de l'agriculture dans l'intérêt général.



Photo : DGA

Création d'une maison de village et réhabilitation d'un bâtiment d'intérêt à Bléharies, commune de Brunehaut.

Circuit des lavoirs et fontaines



Dohan



Curfoz



Bellevaux

Photos : DGA – E. Gabriel

Trois lavoirs parmi la dizaine de sites dédiée à l'eau

Le circuit des lavoirs et fontaines de la commune de Bouillon

Emanant d'une réflexion lors de la consultation de la population réalisée dans le cadre du PCDR de la commune de Bouillon, le concept du projet se décline suivant trois axes :

- la rénovation de chaque site et de leurs abords,
- l'animation de chaque point d'eau par la mise en scène d'une caractéristique du village,

■ l'élaboration d'une brochure explicitant le circuit.

Les objectifs attendus étaient notamment de mettre en évidence l'importante de la richesse naturelle de l'eau et de son cycle de vie, d'associer la population et les agriculteurs au projet et de développer le tourisme.

Plus d'une dizaine de sites ont ainsi été rénovés et aménagés sur l'ensemble de l'entité. L'ensemble des aménagements a bénéficié de plus de 400.000 € de subsides du développement rural.

Développement rural : avec ou sans les agriculteurs ?

18

Dans les modes de penser spontanés, on a le plus souvent tendance à associer le monde rural à l'agriculture. Or, à l'heure actuelle, l'agriculture n'est plus, et loin s'en faut, l'activité primordiale dans les villages et la culture agricole n'est plus celle qui donne le ton. Les villages ont beaucoup changé et changent encore sous nos yeux.

Plus largement, depuis la fin de la guerre, et sous la pression d'un processus que l'on appelle classiquement l'urbanisation qui transforme tant les villes que les campagnes, le monde rural occidental connaît une mutation fondamentale qui bouleverse les modes de vie dans les villages. Il s'agit d'un changement radical des rapports sociaux, des systèmes de valeurs et des institutions qui les représentent, des modèles culturels, des modes de production et de consommation. Cette évolution culturelle s'étend donc à l'ensemble du territoire, et diffuse tant à la ville qu'à la campagne, de nouvelles manières de vivre. Cependant, il serait peut-être un peu rapide de conclure à une uniformisation définitive des modes de vie urbain et rural. En effet, la mutation culturelle qui bouleverse notre société vient prendre sens sur des cultures antérieures, urbaine et rurale, qui présentaient des caractéristiques significativement différentes et qui, de ce fait, se la sont appropriée de manière originale. Il y a certes, à l'heure actuelle, plus de points de convergence dans les modes de vie de la ville et de la campagne que précédemment. Cependant, puisque le syncrétisme s'est opéré à partir de cultures antérieures différentes, il a produit, dans les deux cas, des sociétés nouvelles sans doute, mais ayant chacune un caractère spécifique.

L'agriculture dans les Programmes communaux de Développement rural

L'analyse des Programmes communaux de Développement rural laisse apparaître que le diagnostic fait régulièrement le constat de conflits d'usage entre la fonction de production (agriculture, forêt, etc.) et les autres fonctions (résidentielle, touristique et récréative, environnementale et patrimoniale) des territoires ruraux.

Le rôle de l'agriculture dans la gestion des ressources naturelles et le maintien des paysages est fréquemment mis en exergue, car la vocation agricole et forestière des territoires ruraux wallons reste largement dominante en termes d'occupation du territoire. Mais la baisse constante du nombre d'exploitations diminue son poids en terme démographique et interpelle quant au rôle que doit jouer l'agriculture dans l'avenir des zones rurales. Au-delà de ses constats et de la prise de conscience collective qu'elle représente, une opération de développement rural

ouvre la voie à la réflexion par rapport à ces problématiques, notamment au travers des travaux menés par les *commissions locales de Développement rural*, en tant que lieu d'expression et de rapprochement entre les différentes composantes de la société rurale; elle constitue pour la commune (la population et les agriculteurs) une opportunité d'élaborer une stratégie volontariste permettant de soutenir la fonction agricole de manière durable dans le cadre d'une gestion raisonnée de l'espace rural.

Cette volonté se traduit notamment au travers de certains projets :

- initiatives en faveur d'un dialogue entre agriculteurs et nouveaux arrivants (chartes, code de bonne conduite, ...),
- projets de biométhanisation permettant de valoriser localement les effluents et sous-produits de l'agriculture,
- ateliers ruraux et valorisation des produits agricoles (1^{ère} transformation, ...),
- mise en place de services de remplacement, création / relance de commissions consultatives agricoles,
- inventaire, entretien et amélioration des chemins et voiries agricoles,
- gestion de la problématique des plastiques agricoles,
- ...

La mise en œuvre d'outils complémentaires aux PCDR (schéma de structure : gestion de la pression foncière et protection du potentiel, contrats rivière, etc.) permet aux communes de travailler la dimension agricole de leur territoire en dialogue direct avec les agriculteurs et habitants.

Par ailleurs, dans le cadre des PCDR, nombre de projets ayant trait à la valorisation du patrimoine naturel et bâti des espaces ruraux viennent en appui aux diversifications que constituent le tourisme à la ferme, la production de produits du terroir, etc. La prise en compte des spécificités liées à l'agriculture dans les projets de mobilité et de sécurité routière (voiries spécifiques réservées aux tracteurs, aménagements adaptés, etc.) font partie des pratiques développées par les *Commissions locales de Développement rural*, pour autant que ces dernières aient été sensibilisées aux problématiques spécifiques vécues par les agriculteurs.

C'est pourquoi la participation des agriculteurs au processus de développement rural s'avère primordiale même si, en matière d'action et d'aides, il n'intervient pas toujours directement au bénéfice de l'agriculture (bien souvent il ne constitue pas une aide directe aux agriculteurs mais un appui au-delà des outils d'aide existants que sont AIDA, MAE, ...) en agissant, au bénéfice de tous, sur l'amélioration du cadre de vie, le contexte économique ou encore l'attrait touristique.

Les projets : développement, mieux-vivre et efficacité

dossier

Les opérations de développement rural

Pour quel type de projet, d'« opération » peut-on compter sur le soutien financier au développement rural de la Région wallonne ?

La RW soutient donc financièrement les projets du PCDR (approuvé) qui concernent :

- la promotion, la création et le soutien de l'emploi ou d'activités économiques,
- l'amélioration et la création de services et d'équipement à l'usage de la population,
- la rénovation, la création et la promotion de l'habitat,
- l'aménagement et la création d'espaces publics, de maisons de village et d'autres lieux d'accueil, d'information et de rencontre,
- la protection, l'amélioration et la mise en valeur du cadre et du milieu de vie en ce compris le patrimoine bâti et naturel,
- l'aménagement et la création de voiries et de moyens de transport et communication d'intérêt communal.

Les actions de **développement économique fondées sur la valorisation de ressources locales** sont particulièrement encouragées notamment par la mise à disposition d'infrastructures à l'intention d'entrepreneurs qui seraient décidés à donner sur place une plus-value à des productions du terroir, qu'elles soient agricoles, sylvicoles ou autres.

Les professions artisanales, le tourisme diffus, la valorisation commerciale des produits locaux sont également promus, ainsi que toutes les autres activités économiques qui s'intègrent dans le tissu rural sans dommage pour sa spécificité et sans danger pour la richesse et l'intégrité de son patrimoine.

A priori, les projets susceptibles d'être subventionnés dans le cadre du développement rural ne sont pas repris dans une liste limitative comme c'est le cas dans les politiques sectorielles. Pour peu qu'il s'inscrive dans une stratégie approu-

vée de développement rural, tout projet significatif ressortissant des compétences régionales peut être proposé au subventionnement.

Cela dit, les subsides du développement rural ne constituant pas une alternative aux politiques sectorielles (logement, tourisme, emploi, ...), il reste prioritaire de s'adresser aux gestionnaires de ces dernière-

res chaque fois que la chose est possible.

Pas à pas, une opération de développement rural

Les opérations de développement rural concernent le plus souvent la totalité du territoire communal. Une partie peut parfois être soustraite par le Gouvernement wallon à la demande motivée de la Commune et après avis de la CRAT, *Commission régionale*

19

Carrière d'Opprebais



1.



2.



3.

La carrière d'Opprebais, commune d'Incourt

Le site de la carrière d'Opprebais situé sur la commune d'Incourt a fait l'objet d'une réhabilitation globale, comprenant une maison de village, un sentier-promenade, une maison de la nature et des énergies renouvelables (avec belvédère, éolienne, lagunage

et panneaux solaires) et une zone d'accueil. La création de la maison de la nature et des énergies renouvelables a permis de restaurer un bâtiment important sur le site en lui donnant une dimension environnementale et didactique. Les objectifs du projet visaient à valoriser le plan d'eau et ses berges et à créer un outil pour sensibiliser et agir sur le développement d'un environnement de qualité en mettant en place des outils démonstratifs.

L'ensemble des travaux a coûté près de 1.400.000 € avec près de 1.000.000 € de subsides du développement rural dans le cadre du PCDR d'Incourt.

1. Site de la carrière à Opprebais, la maison de la nature et des énergies renouvelables.

2. Même site, création d'une maison de village.

3. Même site, aménagement d'un « sentier promenade ».

Miellerie à Rochefort



Photos : DCA – E. Gabriel

Une miellerie à Rochefort

La Commune de Rochefort a développé en collaboration avec la section apicole de Rochefort et avec le soutien du CARI (Centre apicole pour la Recherche et l'Information) un projet de miellerie artisanale pilote pour la relève de l'apiculture au Pays de Rochefort.

Il s'agit de mettre à disposition des petits producteurs artisanaux, des locaux et équipements assurant l'extraction, le conditionnement et la vente du miel dans les normes sanitai-

res européennes avec un contrôle de qualité.

Les objectifs principaux étaient d'une part, de soutenir et développer la production d'un miel de qualité, et d'autre part, pour le secteur agricole, d'améliorer la pollinisation entomophile tant au niveau qualitatif que quantitatif.

Ce projet s'inscrit directement dans le premier objectif établi par le PCDR de Rochefort à savoir, dynamiser les secteurs d'activités porteurs de la commune et susciter de nouveaux créneaux économiques.

d'Aménagement du territoire.

Dans un premier temps, la commune prend l'initiative d'organiser la participation qui mènera à faire le programme des opérations de développement rural (voir encadré 3^e colonne). L'organisation de la participation se manifeste par des actions de sensibilisation, d'information et de consultation de la population, par la mise en place de groupes de travail par thèmes et par villages, par la création de la *Commission locale de Développement rural*.

Objectifs du Plan communal de Développement rural

1 L'établissement du **dossier de base**, une « carte d'identité de la commune », avec la description de ses caractéristiques socio-économiques. Cette phase d'inventaire et de diagnostic aide à donner du milieu local une image claire, où apparaissent les problèmes auxquels il conviendra d'apporter remède. Le dossier met par ailleurs aussi en évidence les atouts sur lesquels pourront s'appuyer les axes du développement recherché. Vu son importance en terme d'utilisation de l'espace rural, l'agriculture occupe une place très significative dans ce dossier de base, ce qui, il faut le dire est aussi le fait des problèmes relationnels entre les différents usagers du territoire communal dont les agriculteurs font partie.

2 Le **deuxième volet** porte particulièrement sur la participation de la population. Il rend compte de la manière selon laquelle se sont effectuées la consultation et la participation de la population. Il contient les **résultats de cette concertation**... d'où l'importance de la présence des agriculteurs d'une commune en développement rural à cette participation.

3 Le **troisième volet**, qui découle des deux premiers, porte sur la **définition des grands objectifs** économiques, sociaux et culturels que se fixe la commune pour assurer un développement global et intégré, dans un esprit d'équilibre et de cohérence.

4 Ces objectifs sont concrétisés dans un **quatrième volet**, par un **ensemble cohérent de fiches par projet**. Ces fiches comportent notamment une justification par les objectifs, un programme d'actes et de travaux assorti de délais, une évaluation des coûts, ...

5 Le *Programme communal de Développement rural* se complète enfin par le tableau récapitulatif de **tous les projets classés par ordre de priorité** et d'un **calendrier d'exécution** dans les 10 années à venir (délai maximum de validité du document).

L'opération de développement rural, décidée au sein du Conseil communal, s'engage avec l'aide éventuelle d'un organisme accompagnateur (cette aide est à solliciter auprès du ministre de l'Agriculture). La *Fondation rurale de Wallonie*, FRW, le *Groupe régional économique Ourthe-Amblève*, GREOA, la *Wirtschaftsförderungsgesellschaft Ostbelgien*, WFG, sont notamment des organismes qui peuvent fournir ce service.

Après approbation par le conseil communal, le PCDR est transmis à la direction générale de l'Agriculture – direction de l'Espace rural qui le soumet, pour consultation et avis, aux services régionaux, ainsi qu'à la CRAT.

C'est nanti de ces avis que le PCDR est transmis au Gouvernement wallon qui statue. S'il y a reconnaissance par le Gouvernement wallon du PCDR, il y a subventionnement par la Région wallonne en provenance de crédits spécifiques.

L'arrêté du Gouvernement wallon approuvant le PCDR met fin à la phase préparatoire de l'opération. On peut alors passer à l'exécution du programme.

Dès lors, des accords, « conventions-exécution », successifs sont conclus entre la commune et le ministre chargé du Développement rural, ces accords fixant les modalités d'exécution d'une tranche du programme ainsi que les prises en charge respectives des contractants. En clair et en règle générale, ce sont pas moins de 80 % des coûts réels qui sont supportés par la Région wallonne, tant pour les investissements que pour les acquisitions faisant partie d'un projet.

La population, la commune et ...

Vous trouvez intéressant, pour vous, votre métier et votre environnement, de vous impliquer dans le processus d'élaboration d'un PCDR mais sur qui compter pour donner corps à ces projets ...

Les autorités communales

La commune est maître d'ouvrage. C'est le conseil communal qui prend les décisions quant à l'élaboration du programme et à son exécution. Il sollicite le partenariat

de la Région wallonne (représentée par le Ministre compétent pour le développement rural, aidé de la direction générale de l'Agriculture).

La Commission locale de Développement rural, CLDR

La CLDR compte entre dix et trente membres (+ suppléants), qui sont les représentants des différents milieux politiques (1/4 max de l'effectif), économique, socioprofessionnel et culturel de la commune. Tous les villages et les groupes de travail y sont représentés.¹ La présidence est assurée par le bourgmestre ou son délégué. Représentative de la population communale, la CLDR est appelée à faire la liaison entre les habitants et les autorités locales. Elle informe les habitants et entretient la dynamique de la participation. Interlocutrice privilégiée des autorités communales, elle est associée à toutes les phases d'élaboration du PCDR, de son exécution et de son évolution. Elle rend des avis, elle émet des proposi-

tions à propos de toute décision que prend la commune dans la phase de concrétisation de son programme (convention-exécution (voir plus haut), révision du PCDR, ...).

Eventuellement, les « organismes d'accompagnement »

La *Fondation rurale de Wallonie*, FRW, le *Groupe régional Economique Ourthe-Ambève*, GREOA, la *Wirtschaftsförderungsgesellschaft Ostbelgien*, La FRW, le GREOA ou la WFG ont pour mission l'information des communes désireuses d'entreprendre une opération de développement rural et, éventuellement, mettent à la disposition de certaines communes des agents de développement.

Eventuellement, les auteurs de projet de Programme communal de Développement rural

Ce sont des organismes privés chargés, le cas échéant, par la commune d'intervenir dans la rédaction du document de référence, le PCDR.

Aménagements de sécurité



Photo : DGA – E. Gabriel

1. Aménagement de la place de la Gare à Perwez.
2. Aménagement du carrefour de Beffe, commune de Rendeux.

La sécurité

Chaque aménagement d'espace public est envisagé de manière à y accroître la sécurité routière. Signifier matériellement, dans une réalisation, la différence qui existe entre les utilisateurs de l'espace public, des piétons, des personnes à mobilité réduite, des vélos, des voitures, ...) renforce le sentiment d'appropriation des lieux et permet un développement villageois.

¹ Les communes qui disposent d'une Commission communale d'Aménagement du territoire en application de l'article 150 du CWATUP et qui décident de mener une opération de développement rural peuvent organiser une seule commission pour les deux matières.

Mobilité douce

Photos : DGA – E. Gabriel



1. & 2. Création et aménagement de voies lentes dans la commune de Somme-Leuze, notamment pour relier l'école à la maison de village.
3. Placement d'une passerelle sur l'Ourthe à Laroche.

■ La mobilité

La réflexion sur les modes de déplacement doux trouve une place de plus en plus importante dans les PCDR. La création ou la valorisation d'itinéraires piétons ou cyclables pourvu qu'ils soient adaptés aux besoins (fonctionnalité, distance raisonnable,...) trouve tout son intérêt en zone rurale pour

les liaisons intervillages, les liaisons vers les écoles, les lieux d'activités sportives, vers les lieux de détente ou comme appel touristique. Ces projets de développement rural s'intègrent idéalement dans un plan communal de mobilité et viennent compléter des projets type *Ravel*, *Picvert*, *Plan Mercure* et *Plan Escargot*.

Logement



Photos : DGA – P. Leroy

A Incourt, création d'un logement intergénérationnel.

■ Les logements intergénérationnels, « logements tremplin » ou logements à loyers modérés

Pour créer des logements abordables, pour les jeunes comme pour les personnes âgées, leur permettant de rester au village et ainsi d'assurer la dynamisation de la vie locale (maintien des écoles et des autres activités décentralisées, ...).

Espaces de détente

Photo : DGA – E. Gabriel



Commune de Tenneville, le circuit des fontaines.

Photo : DGA – P. Leroy



Aménagement d'un espace de détente et de jeu à Opprebais, commune de Perwez.

■ Les espaces récréatifs et de détente

Éléments de composition du paysage et de valorisation du cadre de vie, ils sont créés à l'intérieur ou aux abords des villages. Ils favorisent la rencontre et la convivialité entre les villageois.

La Commission régionale d'Aménagement du territoire (section orientation et décentralisation)

La section d'orientation et de décentralisation de la *Commission régionale d'Aménagement du territoire* (CRAT) a pour mission, dans le cadre du développement rural, d'harmoniser dans les opérations toutes les actions menées en vertu du PCDR parmi toutes les matières abordées et les réglementations régionales concernées. Il lui appartient de faire part au Gouvernement wallon de son avis sur les projets soumis à l'approbation de celui-ci

Elle intervient également dans les révisions éventuelles des PCDR.

Le MRW – la DGA – la direction de l'Espace rural

C'est la Dga qui gère la politique de développement rural ainsi que les formalités administratives qui y sont liées. Elle gère, également, les subventions octroyées pour la réalisation des projets.

Elle se tient à la disposition des communes pour la mise au point du PCDR ou de tout autre dossier à soumettre à la CRAT et aux autorités régionales. A cette occasion, elle

assure le contact avec d'autres services régionaux, communautaires ou fédéraux. Elle veille à la bonne exécution des projets en exerçant un contrôle sur les études, la rédaction des cahiers de charge (sur les points de vue technique et administratif) et l'exécution des travaux. C'est elle aussi qui contrôle le bon usage des infrastructures réalisées avec l'aide des crédits de développement rural.

Elle fait rapport au Ministre sur chaque opération. Cette appréciation intervient lors de l'examen de nouvelles demandes de subventions introduites par les communes.

Historique et bases législatives

Dès 1972, des opérations pilotes furent lancées d'abord à Attert ensuite à Bastogne. Les enseignements tirés de ces premières expériences ont permis l'élaboration en 1979 d'un Guide de Rénovation rurale dont la portée juridique était celle d'une circulaire ministérielle.

Le premier texte législatif paraît en 1987, avec la sortie de l'arrêté de l'Exécutif du 4 juin 1987 relatif à l'octroi, par la Région, de subventions pour l'exécution d'opération de rénovation rurale. C'est le 6 juin 1991 qu'une véritable base légale est promulguée sous forme d'un décret relatif au Développement rural.

Ce décret est complété le 1^{er} décembre 1991 par un arrêté de l'Exécutif régional wallon précisant notamment le contenu du Programme communal de Développement rural, des conventions et des rapports annuels ainsi que certains éléments de procédure.

Cœurs de villages



Photo : DGA – E. Gabriel



Photo : DGA – F. Otten

1. Aménagement du centre de Wavreille, commune de Rochefort.
2. Aménagement, équipement de la place du Village, à Saint-Sauveur commune de Frasnes-lez-Anvaing.

■ Les places de village

Théâtres des faits marquants qui émaillent la vie de la communauté villageoise, c'est là que doivent le mieux s'exprimer la convivialité et le sens de l'accueil.

Une nouvelle perspective pour le développement rural

De nouveaux services pour la population rurale

24

Les programmes communaux de développement rural, (PCDR), ont fait apparaître une diversité de besoins notamment en matière d'accueil extrascolaire, d'accueil de la petite enfance et d'activités culturelles en milieu rural. Est alors apparue la difficulté pour les communes de disposer de petites infrastructures polyvalentes pour accueillir conjointement des activités qui relèvent tantôt des compétences régionales, tantôt de compétences communautaires. Les besoins en infrastructures découlant globalement des secteurs culturel, touristique, économique et sociaux, les communes se heurtaient à la multiplicité des intervenants, chacun doté de budgets propres et de procédures particulières.

Parti d'une réflexion sur **les besoins en matière d'accueil extrascolaire, d'accueil de la petite enfance et d'activités culturelles en milieu rural**, un accord entre la Communauté française et la Région wallonne a pu aboutir.

Accord de coopération sur l'utilisation conjointe d'infrastructures en milieu rural

Cet accord de coopération se fonde sur trois considérations :

- favoriser l'utilisation judicieuse des ressources publiques sans multiplier inutilement les infrastructures,
- répondre aux demandes de la diversité de la population des communes rurales,
- aider les autorités communales à mener des politiques de proximité nécessitant une infrastructure d'accueil ou d'intérêt collectif.

Ainsi sont apparues les dénominations *maisons rurales* et *maisons de villages*, ainsi définies :

■ **maison rurale** : c'est un bâtiment situé en milieu rural, propriété de la commune, inclus dans un PCDR et qui accueille des activités reconnues, relevant des compétences de la Région wallonne et d'autres activités reconnues de la Communauté française;

■ **maison de village** : c'est un bâtiment situé en milieu rural, propriété communale, inclus dans un PCDR et ayant fait l'objet de l'octroi d'une subvention dans le cadre du développement rural. C'est un lieu d'accueil, de rencontre, de services, d'activités communes, de manifestations de détente répondant à des besoins exprimés comme essentiels par les populations villageoises et les associations locales.

L'accord de coopération définit également la notion d'espace lié aux activités reconnues :

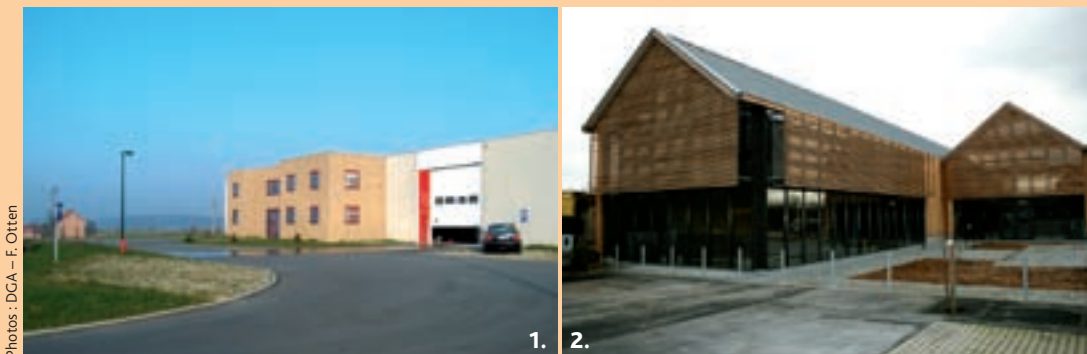
■ **surface commune**: une surface de la maison rurale accessible aux activités reconnues tant au titre des compétences de la Région wallonne que de la Communauté française;

■ **surface réservée**: une surface de la maison rurale accessible aux compétences exclusives soit de la Région wallonne, soit de la Communauté française.

Grâce à cet accord, il sera dorénavant possible de créer ou d'aménager des locaux destinés à l'accueil extra-scolaire, à la petite enfance, ainsi qu'aux autres activités socioculturelles. L'accord de coopération prévoit la part d'intervention de chaque pouvoir subsidiant.

La Région wallonne finance les infrastructures et la Communauté française intervient dans les frais de fonctionnement et d'équipement nécessaires à l'activité, comme elle le ferait pour toute autre infrastructure ayant la même destination. Elle reste également le seul pouvoir de référence pour le contrôle et les agréments.

Entreprises en milieu rural



Ateliers ruraux
à Ellezelles (1)
et Flobecq (2).

■ Les ateliers ruraux

Ce sont des infrastructures destinées à abriter des entreprises en phase de lancement en milieu rural. Ils permettent de soutenir les promoteurs d'initiatives économiques en phase de démarrage de leur entreprise.

Maisons de village

25



Photos : DCA – E. Gabriel

*Maison de village
à Grimbiémont,
commune de
Marche-en-
Famenne.*



Photo : DCA – P. Leroy

*Maisons de village
à Warempage,
commune de
La-Roche-en-
Ardenne (1) et
à Bierwart (2).*

■ Les maisons de villages

Ces lieux d'accueil, de rencontre, de services, d'activités communes, de manifestations et de détente répondent à des besoins exprimés comme essentiels par les populations et les associations du milieu rural.

Adresses utiles

Division de la Gestion de l'Espace rural, DGA

Direction de l'Espace rural

Services centraux

Agnès Kaisin

Ilôt Saint-Luc

14, chaussée de Louvain – 5000 Namur

T. : 081 / 64.96.59

@ : a.kaisin@mrw.wallonie.be

Service extérieur d'Ath

François Otten

2C, chemin du Vieux Ath – 7800 Ath

T. : 068 / 27.44.34

@ : f.otten@mrw.wallonie.be

Service extérieur de Ciney

Edgard Gabriel

12, rue des Champs Elysées – 5590 Ciney

T. : 083 / 23.16.70

@ : e.gabriel@mrw.wallonie.be

Service extérieur de Huy

Françoise Rahier

39, chaussée de Liège

4500 Huy

T. : 085 / 27.34.58

@ : f.rahier@mrw.wallonie.be

Service extérieur de Libramont

2, rue des Genêts

6800 Libramont

Bénédicte Frankard

T. : 061 / 22.10.23

@ : b.frankard@mrw.wallonie.be

Patrick Van Der Smissen

T. : 061 / 22.10.22

@ : p.vandersmissen@mrw.wallonie.be

Service extérieur de Malmédy

Marc Reuter

Marc Mewissen

32, avenue Legros – 4960 Malmédy

T. : 080 / 79.92.56

@ : m.reuter@mrw.wallonie.be

m.mewissen@mrw.wallonie.be

Service extérieur de Thuin

Louis Nicodème

13, rue du Moustier – 6530 Thuin

T. : 071 / 59.90.96

@ : l.nicodeme@mrw.wallonie.be

Service extérieur de Wavre

Xavier Dubois

4, avenue Pasteur – 1300 Wavre

T. 010 / 23.37.62

@ : x.dubois@mrw.wallonie.be



Photo : D. Feller – CER

Cette baisse de prix, régulièrement observée du fait de l'évolution cyclique, n'explique pas à elle seule la forte baisse de rentabilité des spéculations porcines observée en 2007.

C'est la conjonction de l'évolution défavorable de trois éléments importants qui est la cause de cette situation, à savoir : le prix du porc gras, le coût des aliments et le coût de l'énergie.

Si nous considérons que la rentabilité d'une année normale peut être approchée par la rentabilité moyenne dégagée au cours de trois exercices comptables (afin d'éliminer l'effet cycle des prix), alors nous obtenons les résultats repris au tableau suivant, exprimés en euros par porc gras vendu (à un poids de 107 kg). Le coût de la main-d'œuvre, essentiellement familiale, et l'intérêt sur le cheptel vif ne sont pas déduits. Ces résultats proviennent d'une

Impact du coût de l'alime de la production porcine

Importante perte de rentabilité de la production porcine en 2007, reprise en 2008. Analyse et résultats.

Lorsqu'on observe sur une longue période l'évolution de la rentabilité du secteur porcin, on constate qu'il y a de bonnes et de moins bonnes années. Le cycle du prix du porc, auquel est intimement lié celui du goret, est bien connu. Ce cycle présente une périodicité généralement comprise entre 2 ans et 2 ans et demi.

L'évolution des séries mensuelles des prix nous indique que 2007 a été mauvaise avec un prix moyen (DANIS) de 101,05 € par 100 kg sur pied, en baisse de 7 % par rapport à la moyenne des trois années antérieures et de près de 9 % par rapport à 2006.

exploitation de référence constituée par la moyenne des exploitations porcines spécialisées suivies par le réseau comptable de la DGA au cours des exercices 2004, 2005 et 2006.

Suite à la conjoncture favorable pour les matières premières agricoles et le pétrole ainsi que la baisse du prix des porcs, trois éléments déterminant la rentabilité, les productions porcines ont évolué comme suit, par rapport à la moyenne de 2004, 2005 et 2006.

Ces variations ont été reportées sur les montants moyens correspondants de

Rentabilité moyenne dégagée en 2004, 2005 et 2006 en euros par porc gras vendu

Total des produits	127,68
Coût total des aliments	78,90
Autres charges opérationnelles	7,72
Frais de chauffage	1,33
Autres frais spécifiques	12,06
Résultat de l'activité porcine	27,67

Evolution de la rentabilité en production porcine

	€		%
	Moyenne 2004-2006	Moyenne 2007	Variation
Prix du porc gras (107 Kg)	116,13	108,12	- 6,9
Aliments (€/100 Kg)	29,14	34,56	+ 18,6
Fuel (€/100 l)	23,18	28,54	+ 23,1

2004-2006 pour en évaluer l'impact sur la rentabilité de l'activité porcine. On constate alors que la rentabilité de l'activité porcine diminue, en 2007, de 23,80 € par porc gras vendu, dont : 8,81 € de baisse du prix de vente des porcs, 14,68 € d'augmentation du coût des aliments

et 0,31 € d'augmentation du coût du chauffage. Ceci, toutes autres choses restant égales par ailleurs, conduit à un résultat moyen de l'activité porcine très défavorable.

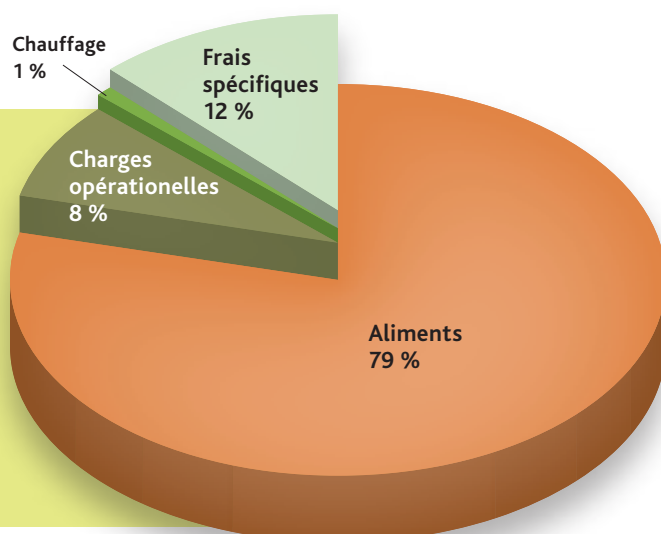
Evidemment, cette hypothèse de variation moyenne annuelle n'est correcte que si les

ventes de porcs et les achats de moyens de production se font de manière régulière tout au long de l'année, ce qui ne se vérifie pas nécessairement.

Par exemple, un porc vendu en décembre 2007 au prix de 104,33 € (en baisse de 10,2 % par rapport à 2004-2006), alors que le prix des aliments est en hausse à 35,88 € par 100 Kg (+23,1 %) et que celui du fuel est également à la hausse à 45,77 € (+97 %) aura une rentabilité moyenne encore plus défavorable. Elle diminue en fait de 31,35 € par rapport à 2004-2006. Cette diminution se ventile comme suit : diminution de 11,80 € sur le prix de vente des porcs, augmentation du coût des aliments de 18,25 € et augmentation du coût du chauffage de 1,30 €. En conclusion, on peut écrire que l'année 2007 fut une mauvaise année pour les producteurs de porcs.

ntation sur la rentabilité

Structure des coûts, en pourcents



Toutefois, selon une analyse de l'institut français du porc (IFIP, avril 2008), on observe une reprise du prix du porc gras qui pourrait atteindre le coût moyen de production au début de l'été. La demande estivale devrait permettre de le dépasser en juillet-août. On reviendrait ainsi à des marges (faibles, mais) positives..

JEAN-MARIE BOUQUIAUX,
DIRECTION DE L'ANALYSE ÉCONOMIQUE AGRICOLE

Plus d'informations

Division de la Politique agricole, DGA
Direction de l'Analyse économique agricole
Jean-Marie Bouquiaux
Ilôt Saint-Luc
14, chée de Louvain
5000 Namur
T. : 081 / 64.94.540
@ : jm.bouquiaux@mrw.wallonie.be

Le Centre pilote Fraises et La de la production ho

28

La culture du fraisier connaît en Wallonie un développement significatif depuis quelques années, passant de 100 ha environ en 1995 à 220 ha estimés en 2007. (Source Groupement des Fraisiéristes wallons – GFW).

Majoritairement, le développement de la fraisière est lié à la **diversification** entreprise au sein d'exploitations agricoles (les agriculteurs représentent en effet 58 % des membres du GFW, voir graphique ci-contre).

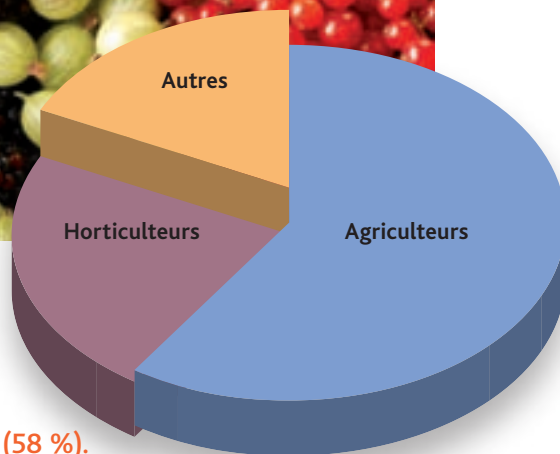
Ce regain d'intérêt pour la culture de la fraise a été amorcé dans les années '80, époque à laquelle on a observé une modernisation des techniques culturales dans notre région. Cette tendance s'est accentuée ces dernières années du fait des difficultés rencontrées en agriculture et aussi d'une plus grande demande pour ce fruit frais récolté à maturité et de bonne qualité gustative.

De plus en plus d'agriculteurs s'initient à la culture du fraisier dans un souci de diversification.

Grâce à l'existence, à la renommée et au dynamisme de la *Criée de Wépion* (Groupement des Producteurs horticoles du Namurois – GPHN), la fraisière dispose de voies de commercialisation lui permettant de valoriser par un prix plus élevé la qualité de sa production. La fraise a généré ainsi en 2007 un chiffre d'affaire pour la *Criée de Wépion* de **1.594.840 €** alors qu'il était de 752.618 € quatre ans auparavant !



Secteurs d'activités des membres : les agriculteurs sont à présent majoritaires (58 %).



Pour renforcer l'axe *qualité* dans la filière, le GFW et le Centre de Recherches agronomiques de Gembloux ont décidé d'unir leurs efforts et leurs moyens dans un programme de développement et de vulgarisation concernant la *filière des fraises et petits fruits*.

Cette qualité différenciée est liée d'une part à une pratique de cueillette tardive et d'autre part au choix variétal effectué par les producteurs. Ces deux éléments sont déterminants

pour assurer les qualités gustatives supérieures reconnues par la clientèle qui sont à l'origine du succès commercial de cette production et de l'extension actuelle de cette culture en Région wallonne.

Le centre pilote sert de vecteur pour dynamiser l'ensemble de la production de notre région. La vente directe se développe de plus en plus, la fraise est un produit d'appel qui permet souvent au producteur de vendre d'autres produits tels que les produits laitiers, les pommes de terre, les légumes, ...

Les activités du centre pilote Fraises et Petits fruits

1. Coordination d'activités du secteur de production

- Publication et diffusion de notre bulletin d'information *Fraises et petits fruits de Wallonie*.
- Organisations de visites, de séances de démonstrations, ...
- Organisation d'une journée « exposition » sur la fraise et les petits fruits.
- Participation à la filière horticole comestible.

2. Expérimentations et projets de démonstration

- Sur notre plate-forme de Gembloux et chez les producteurs :
 - essais variétaux : tests sur les variétés de juin et les variétés remontantes,
 - développement de la lutte intégrée en fonction de l'évolution des ravageurs présents au sein des cultures,
 - essais phytotechniques : paillages biodégradables, efficacité des produits phytopharmaceutiques et biologiques, amélioration des techniques de désherbage en cultures conventionnelles et biologiques,
 - essais en pépinière dans le cadre du développement de la filière wallonne de production de plants de fraisiers.
- Parcelle démonstrative (cultures sous parapluie) de différentes variétés de petits fruits ligneux : framboisiers, groseilliers, cassis et ronce (conduite, taille, calibre et qualité des fruits, ...).
- Soutien aux producteurs reconnus comme *Centre régional de référence et d'Expérimentation*.

3. Encadrement socio-économique et environnemental

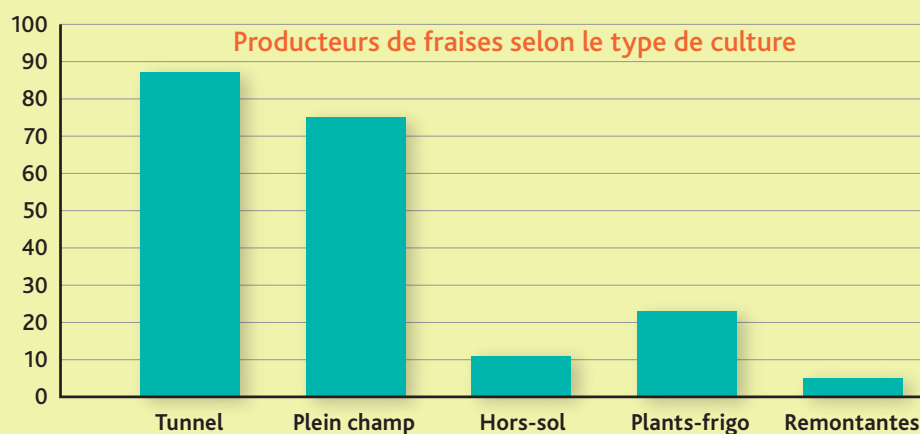
- Visites sur le terrain, conseils pour les cultures.
- Encouragement des producteurs à raisonner leurs pratiques culturales avec l'objectif de mieux protéger l'environnement et de mettre en place la traçabilité de la production, par le biais d'un cahier des charges, d'un cahier parcellaire et d'avis techniques.
- Orientation des producteurs vers des spéculations précises en fonction des

circuits commerciaux et de la main-d'œuvre disponible.

- Formation des producteurs : cours, avis techniques, notes techniques, publications, ...
- Conseils techniques en temps réel via SMS : *Info Minute*.
- Collaboration avec la *Fédération wallonne de l'Horticulture*, FWH, pour l'encadrement socio-économique.
- Organisation d'achats groupés auprès de fournisseurs belges et étrangers pour les membres du GFW.

Les productions de fraises

Les producteurs ont compris que la production sous tunnel était la plus intéressante d'un point de vue commercial. Sur septante-trois producteurs (= 100 %), 87 % font de la production sous tunnel et 75 % de la production de plein champ. Les cultures de plants qui permettent de prolonger la saison sont faites par 23 % des producteurs. La culture hors-sol ou celle de variétés remontantes reste une affaire de spécialistes concernant respectivement 11 % et 5 % des producteurs.



4. Développement du secteur Amélioration des techniques

- Aide à l'installation de nouveaux producteurs.
- Poursuite de l'encadrement des producteurs de plants.
- Encadrement technique.
- Séances d'information et organisation de cours sur la culture des fraises et des petits fruits.
- Publication d'articles originaux dans les revues spécialisées : revue de la FWH et revues internationales en fonction des résultats des essais.
- Poursuite de la collaboration avec le département de Lutte biologique et Ressources phytogénétiques du CRA-W de Gembloux (identification des ravageurs et pathogènes du fraisier et des petits fruits).



Photo : CRA-W

Culture-parapluie pour différentes variétés de petits fruits : parcelle de démonstration accessible via le centre pilote.

- Organisation de visites avec nos homologues étrangers aussi bien en Belgique que hors-frontières.
- Poursuite de la lutte intégrée des fraises et petits fruits ligneux en fonction de l'identification et de l'évolution des ravageurs et des auxiliaires naturels présents au sein des cultures.
- Visites à l'étranger et participation aux travaux du Comité régional Phyto.

- Amélioration de la qualité sanitaire des produits en accord avec les nouvelles réglementations et les attentes des consommateurs, notamment en développant la lutte intégrée.
- Poursuite de la collaboration avec notre partenaire privilégié, la *Crée de Wépion*.
- Développement des techniques de production de plants de fraisiers de qualité en Wallonie.



Photo : Fotolia

La filière plant

La plupart des plants cultivés en Wallonie proviennent de pépinières hollandaises de surfaces importantes. La qualité de ces plants n'est pas homogène aussi bien sur le plan phytotechnique que sur le plan phytosanitaire. Il y a donc une réelle opportunité à saisir pour des pépiniéristes wallons de plants de fraisiers. Le *Centre pilote Fraises et Petits fruits* a relancé la multiplication de pieds-mères d'*Elsanta* au départ de méristèmes cultivés *in vitro*. Ces pieds-mères sont mis en culture chez Mme Depuydt-Obin dont l'exploitation a été reconnue comme Centre régional de Référence et d'Expérimentation dans le secteur des cultures fruitières pour l'expérimentation des différentes techniques de multiplication de plants de fraisiers.¹

La filière étant en plein développement, il s'agit maintenant de maîtriser la production de plants de fraisiers dans un système hautement qualitatif, en axant la production sur la traçabilité par la mise en place d'une filière complète. La production est dirigée vers des plants à haute valeur ajoutées, et non pas vers une production de masse, tout en restant économiquement rentable. Fort de l'expérience de ce producteur, le centre pilote s'attachera au développement de la production chez d'autres pépiniéristes et sur d'autres variétés (moyennant accord des obtenteurs).

¹ Voir l'article *Des plants de fraisiers produits en Wallonie*, in *Les Nouvelles de l'été* 2007, n°43, p. 20

Le Groupement des Fraisiéristes wallons est une asbl créée en avril 2001 sous l'impulsion du CRA-W et de la Crée de Wépion avec le soutien de la direction générale de l'Agriculture. Le centre pilote Fraises et Petits Fruits est né du partenariat conclu entre le GFW et le CRA-W.

Groupement des Fraisiéristes wallons – GFW, asbl
Président : Yves De Tender
Gestionnaire : Cedric Melin
T. : 081 / 62.73.79
@ : melin@cra.wallonie.be

CRA-W
234, chaussée de Charleroi
5030 Gembloux
Stéphanie Farvacque
T. : 081 / 62.73.82



Photo : Cépifruit

L'arboriculture fruitière en Wallonie

31

Le secteur wallon de l'arboriculture fruitière est principalement localisé en région liégeoise. Il représente environ 8 % du total de la production belge et son évolution suit globalement celle de la production nationale. Le verger wallon s'étend sur 1.523 ha (chiffres de 2006), qui se partagent essentiellement entre les pommiers (650 ha), les poiriers (637 ha) et les cerisiers (159 ha). On constate ces dernières années que la production de pommes, dominée à 70% par la variété *Jonagold*, tend à diminuer au profit de la production de poires. Celle-ci est majoritairement constituée de la variété *Conférence* et devrait encore augmenter fortement à l'avenir.

Centre pilote pour l'arboriculture fruitière Cépifruit

Soucieux de la qualité de leurs produits, de la protection de l'environnement et de la santé des consommateurs, les arboriculteurs wallons ont été parmi les premiers en Europe à développer la lutte intégrée contre les ravageurs. Ce stade a rapidement été dépassé pour en arriver à celui de « **production intégrée** », qui implique l'ensemble des facteurs culturaux : entretien du sol, nutrition des arbres, éclaircissage des fruits, dates de récolte, aménagement de l'environnement du verger, ... La production intégrée des fruits à pépins a officiellement été reconnue en 1996 et,

depuis la régionalisation de l'agriculture, un cahier des charges régional wallon fixe les normes auxquelles doit répondre un fruiticulteur travaillant en production intégrée (PFI). A côté du système légal existe également le cahier des charges *Fruitnet*, qui est encore plus strict sur certains points, et qui fait également l'objet d'une certification par un organisme de contrôle. A l'heure actuelle, la PFI représente 80 % de la superficie wallonne en pommes et 75 % en poires, dont plus de la moitié répond au cahier des charges *Fruitnet*. A l'heure de la mondialisation des échan-

ges commerciaux, la production fruitière wallonne est soumise à une concurrence de plus en plus importante, venant de pays où le coût de la main-d'œuvre est moindre, où les conditions climatiques sont parfois plus favorables, où les contrôles et règlements sont souvent moins contraignants. Dans ce contexte, l'objectif principal du Centre pilote *Cépifruit* est d'assurer un soutien optimal à la profession afin de maintenir en Wallonie une activité de production fruitière rentable et dynamique, capable de répondre, en termes de qualité, aux exigences de plus en plus importantes de la clientèle.

Le centre pilote, grâce à la compétence de ses techniciens et une collaboration ouverte à toute structure wallonne, belge ou étrangère, pouvant apporter une contribution intéressante, mène donc des actions diversifiées visant à répondre aux principaux défis qui se posent au secteur.

Centre pilote fruitier Cépifruit asbl
Ligue royale pomologique de Wallonie
100, route de Maastricht – 4600 Visé
Dominique Meyers, Président
T. : 04 / 381.06.34
@ : dominique.meyers@swing.be



Photo : Cépifruit

1. La coordination des activités du secteur

En Wallonie, plusieurs associations étaient actives dans le secteur de l'arboriculture fruitière. Afin d'assurer le soutien des producteurs avec un maximum d'efficacité, la *Ligue royale pomologique de Wallonie* a adapté ses statuts et obtenu d'être reconnue par la Région wallonne comme centre pilote pour le secteur de l'arboriculture fruitière. Les missions confiées à la *Ligue / Cépifruit* sont réalisées en pratique par les trois associations partenaires du projet (le *Centre fruitier wallon*, le CEF, le *Groupe d'Arboriculteurs pratiquant en Wallonie les techniques intégrées*, le Gawi, et *Profruit*). Chacune de ces associations réalise une part du projet commun d'encadrement et d'expérimentation en réponse aux besoins prati-

ques des arboriculteurs. Les asbl CEF, GAWI et *Profruit* conservent leur complète autonomie, notamment pour fixer leur propre montant de cotisation et exercer les autres activités qu'elles mènent indépendamment de celles du *centre pilote*. La Ligue aussi conserve ses activités propres de représentation du secteur fruitier wallon.

2. La réalisation d'expérimentations dans les conditions de la pratique

Afin de mettre en place des essais qui répondent aux demandes parfois urgentes de la profession, un contact direct et permanent avec les producteurs est primordial. De la sorte, les techniciens peuvent faire la synthèse des besoins prioritaires à couvrir pour assurer une arboriculture durable en Wallonie.

Deux vergers expérimentaux

A Merdorp, le verger du CEF

A Cerexhe-Heuseux, le verger ProFruit

- Les nouvelles variétés de pommes, poires et cerises sous observation : rendement, calibre et qualité des fruits, ainsi que l'influence de différents sujets porte-greffe.
- Sous la loupe, les pollinisateurs les mieux adaptés, ceux qui assureront une bonne mise à fruit de ces nouvelles variétés.
- Les différentes méthodes de conduite des arbres et techniques culturales sur le banc d'essai : taille, fertilisation, irrigation, éclaircissage, ...

Ces vergers ainsi que des parcelles de producteurs servent également à tester et à mettre au point de nouvelles stratégies de lutte contre les principaux ravageurs et maladies (tavelure, pucerons, carpocapse, psylle du poirier, *Pseudomonas*, ...), ceci en toute compatibilité avec le développement durable.

Les activités de

3. La mise en place de projets de démonstration

Les essais pratiques réalisés dans les parcelles expérimentales (voir ci-dessus) peuvent être visités par les producteurs, les chercheurs, les étudiants ou toute personne intéressée. Des réunions sont également organisées en hiver pour des démonstrations de techniques de taille.

4. L'encadrement des producteurs sur le plan technique, économique, social et environnemental

Dans nos régions, seule la production de fruits de qualité irréprochable peut encore être rentable pour les arboriculteurs.

L'objectif principal des expérimentations du centre pilote est de fournir aux producteurs un maximum d'informations techniques pour la production de fruits répondant aux exigences de qualité et aux différents cahiers des charges *Global Gap*, *PFI* ou *Fruitnet*.

Cet encadrement technique est assuré par

- une permanence téléphonique permettant de répondre aux questions les plus courantes ;
- des réunions de groupes dans les vergers, axées, pour le CEF, sur la gestion de la production, la taille et la conduite des arbres et, pour le Gawi, sur la production intégrée et la production biologique ;
- l'organisation de séances d'étude ;



Photo : Cépifruit

Cépifruit

- des visites et un encadrement individuels, selon les besoins ;
- l'envoi d'avertissements spécifiques pour la lutte contre les principales maladies et ravageurs et sur les techniques à appliquer ;

L'aspect économique de la rentabilité des cultures est suivi en permanence, ainsi que l'évolution de la demande et du marché. Les producteurs peuvent recevoir des avis et conseils à ce sujet, en tenant compte des caractéristiques spécifiques de leur exploitation.

Le *centre pilote* se charge de l'élaboration du barème forfaitaire, en collaboration avec l'administration des Finances et de l'envoi des documents nécessaires pour le calcul de celui-ci.

Les questions sociales sont traitées par le centre en collaboration étroite avec la *Fédération wallonne de l'Horticulture*, FWH, pour le suivi des questions sociales, notamment toutes celles concernant l'engagement de la main-d'œuvre saisonnière, indispensable à la cueillette.

Les problèmes environnementaux font depuis longtemps partie des préoccupations principales du secteur et continuent à faire l'objet d'un suivi attentif, notamment par l'évolution du cahier des charges PFI.

Du côté du *centre pilote*, tout doit être mis en œuvre pour satisfaire toutes les exigences qui ont trait au secteur :

- **consommateur** : en plus d'être sain, sans résidus de pesticides, agréable au goût, le produit doit aussi satisfaire le sens de la vue ...,
- **marchand** : pour un produit clair et net sous toutes ses faces : bonne tenue à l'étalage, résistance au transport, respect du cahier des charges, ...,
- **producteur** : pour production saine, régulière et suffisante, de bonne conservation, peu exigeante en main-d'œuvre, ...

5. Le développement du secteur par des programmes coordonnés et des actions ponctuelles

Un comité technique composé des techniciens des trois asbl partenaires, de plusieurs producteurs, de représentants du secteur de la recherche et de représentants de la DGA a été mis en place. Il a pour but d'évaluer l'avancement des missions, d'orienter les activités du *centre pilote* et de définir le programme de l'année suivante. Il se réunit minimum une fois par an. Par ailleurs des échanges réguliers ont lieu entre les techniciens, ainsi qu'avec les autres partenaires, en fonction de l'actualité.

6. La vulgarisation d'informations, des activités du centre et de la recherche

En plus de l'encadrement des producteurs assuré par la permanence téléphonique, les visites individuelles ou de groupes et l'envoi des avertissements, les résultats obtenus dans les parcelles d'expérimentation du *centre pilote* font l'objet d'un rapport annuel à disposition des personnes intéressées. En outre, toutes les informations relatives au secteur, issues de la recherche expérimentale ou plus fondamentale, sont transmises à la profession via l'organisation de séances d'études, de conférences ou d'articles dans la presse horticole (la revue de la FWH, par ex.).

7. L'amélioration des techniques existantes et la mise en œuvre de nouvelles techniques

Les expérimentations mises en place par *Cépifruit* visent toutes à améliorer les méthodes de conduite des cultures dans le souci d'assurer une production de qualité respectant au maximum l'environnement.

8. L'amélioration de la qualité des produits

Ce point est à la base de toutes les actions menées par le *centre pilote*. En effet, la qualité de la production est un critère essentiel



Photo : Cépifruit

pour permettre au producteur d'obtenir un prix correct lui assurant la rentabilité de sa culture. Les exigences de la clientèle en matière de qualité pour un produit frais comme la pomme ou la poire sont bien plus élevées que pour les autres produits agricoles, qui sont souvent transformés.

Collaborations

Trois partenaires pour l'expérimentation et l'encadrement technique :

Centre fruitier wallon, CEF

Olivier Warnier
T. : 081 / 85.60.07
@ : cef@skynet.be

Groupe d'Arboriculteurs pratiquant en Wallonie les techniques intégrées, Gawi

Philippe Marc
T. : 04 / 379.23.36
@ : asblgawi@asblgawi.com

Profruit

Frédéric Daguené
T. : 04 / 377.12.70
@ : profruit.asbl@skynet.be

Dégâts causés sur
un prunier par
Pseudomonas
Morsprunorum.



Pseudomonas syringae pose fréquemment des problèmes en vergers de poirier, cerisier et prunier en Belgique. En poirier, les problèmes principaux sont les morts de bourgeons et de bouquets floraux. Les attaques sont particulièrement dommageables sur jeunes arbres car les rameaux peuvent être endommagés. En cerisier, *Pseudomonas syringae* induit la mort de branches, voire de l'arbre entier. Ces symptômes ont entravé l'extension de la culture basse tige de la cerise douce en Belgique car des porte-greffes nanifiants étaient injustement incriminés. Des attaques sur fruits dévalorisent les productions et entravent la culture de certaines variétés, pourtant appréciées, de cerise acide. Des attaques sur feuilles sont confondues avec des attaques de champignon, ce qui entraîne des traitements fongiques inutiles. En prunier, *Pseudomonas syringae* induit essentiellement des morts de bourgeons et des chancres.

Les maladies causées par *Pseudomonas syringae* en vergers fruitiers

Pseudomonas syringae est une espèce bactérienne hétérogène divisée en plus de cinquante pathovars qui sont des pathogènes spécialisés sur des espèces végétales légumières, fruitières, ornementales et de grandes cultures très diversifiées. Les pathovars de *Pseudomonas syringae* ont très généralement un spectre d'hôtes restreint, sauf *Pseudomonas syringae* pv. *syringae* qui est capable d'attaquer un nombre considérable d'espèces différentes. Ces pathovars se sont très bien adaptés à la vie à la surface de leur hôte au cours de l'évolution et, en conditions climatiques défavorables, ils peuvent vivre sur leur hôte sans symptômes apparents. En conditions propices à leur développement, ils provoquent diverses maladies en vergers fruitiers.

Les problématiques *Pseudomonas syringae* en vergers

Trois pathovars ont déjà été décrits dans la littérature scientifique sur ces espè-

ces végétales : les pathovars *syringae* (cerisier, poirier, prunier), *morsprunorum* race 1 et race 2 (cerisier, prunier) et *avii* (merisier). Plusieurs types de souches de *Pseudomonas syringae* peuvent être rencontrés sur les différentes cultures fruitières envisagées et des organes divers peuvent être attaqués (bourgeons, fleurs, feuilles, fruits, tiges, branches et tronc). De nombreuses questions se posent encore sur la diversité et le pouvoir pathogène précis des souches rencontrées sur ces cultures en Europe. Ces données étaient totalement manquantes au niveau de la Wallonie. Pourtant, la rareté, la toxicité environnementale et l'efficacité limitée des moyens de lutte chimique agréés (sels de cuivre), ainsi que la présence en vergers de souches présentant des niveaux de résistance élevés à ces sels de cuivre constatée au Centre wallon de Recherches agronomiques (CRA-W), mettent bien en évidence la nécessité d'une meilleure prévention contre ces maladies, ainsi

que celle du développement de méthodes de lutte novatrices, respectueuses de l'environnement et qui s'intègrent dans le concept moderne du développement durable de l'horticulture wallonne. Une détection efficace et des recherches orientées vers l'amélioration de la résistance variétale ou bien vers la lutte biologique doivent pouvoir s'appuyer sur des connaissances biologiques et écologiques solides des pathogènes les plus virulents et sur leur identification précise.

Ces objectifs ont guidé les recherches réalisées sur ces sujets pendant six ans au département Biotechnologie du CRA-W avec le soutien de la Région wallonne. Ces travaux ont permis de considérablement améliorer la connaissance des populations wallonnes. Ils trouvent actuellement un développement au sein du projet européen Cost 873 portant sur les maladies bactériennes des espèces fruitières à noyau. En effet, sur base des travaux réalisés en Wallonie, le département Biotechnologie

du CRA-W a pris une position d'initiateur et de *leader* d'une tâche spécifique visant à élargir l'étude au niveau européen. Les pays associés intéressés par ce travail sont la Belgique, les Pays-Bas, le Royaume Uni, l'Allemagne, la Pologne, la République tchèque, la Hongrie, la Slovaquie, la Lettonie, la Lituanie et la Turquie.

Une campagne d'isolements dans les vergers fruitiers wallons

Des collections de plusieurs centaines d'isolats de *Pseudomonas syringae* ont été établies à partir de prospections dans des vergers fruitiers dans toute la Wallonie. Les symptômes rencontrés étaient très divers et fréquents : des attaques sur troncs, branches, bourgeons, inflorescences, feuilles et fruits. L'identification des souches a indiqué la présence en Wallonie des pathovars *syringae* et *morsprunorum* race 1 et race 2, mais aussi de souches non classifiables dans les pathovars de *Pseudomonas syringae* connus sur ces cultures.

Des informations utiles sur l'hétérogénéité interne des pathovars et sur leur virulence

Des caractérisations phénotypiques et génétiques ainsi que des tests de virulence ont mis en évidence que les pathovars *morsprunorum* race 1 et race 2 étaient des pathogènes relativement homogènes bien que clairement distincts. Le pathovar *syringae* très hétérogène comprend lui des souches spécialisées sur poirier, prunier ou cerisier. Les souches très virulentes sur différents organes ont été identifiées. La virulence de souches de *Pseudomonas*

syringae non classifiables dans les pathovars connus a été observée, notamment sur bourgeons et fleurs de poirier.

Le développement de nouvelles techniques d'identification

Les bactéries en général et les pathovars de *Pseudomonas syringae* en particulier sont des organismes difficiles à identifier. Les caractérisations de souches ont permis de mettre au point au CRA-W des tests facilitant ces identifications. Ces tests portent sur la production spécifique de métabolites secondaires intervenant soit dans la virulence, comme les phytotoxines syringomycines et syringopeptides, soit dans l'adaptation écologique des souches à leur habitat, comme les sidérophores pyoverdine et yersiniabactine utiles à la bactérie pour capter le fer nécessaire à la vie sur la plante et comme arme biologique contre d'autres micro-organismes. Des analyses génétiques permettent de rapidement obtenir une empreinte génétique pour un isolat nouveau et d'ainsi le classer par rapport à des références connues (au sein d'un pathovar, dans un sous-groupe génétique au sein d'un pathovar ou parmi les souches non classifiables dans un pathovar). Quatre tests génétiques de type *Polymerase Chain Reaction* (PCR) offrent des perspectives nouvelles pour la détection directe sans purification et l'identification des pathovars *syringae*, *avii* et *morsprunorum* race 1 et race 2 potentiellement rencontrés en vergers. Plusieurs des tests d'identification ont aussi des intérêts pour identifier des souches de *Pseudomonas syringae* sur des hôtes divers, comme le haricot, les céréales ou le marronnier.

Des perspectives pour le développement de la lutte

Les nouveaux tests d'identification sont des outils utiles en diagnostic mais ils offrent aussi des perspectives en prévention, qui reste une voie essentielle de



Photo : Alain Bultreys

Empreintes génétiques de vingt-deux isolats wallons de *Pseudomonas syringae*.

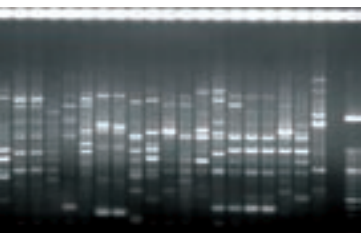
défense contre les bactéries. Par exemple, ils permettent d'envisager la détection d'un pathogène en pépinière. De même, les informations précises sur les souches très virulentes et leur adaptation à leur hôte permettent de clairement identifier pour chaque culture et organe les souches à prendre en considération dans des programmes de recherche orientés vers la lutte biologique ou la résistance variétale. L'intérêt de cette approche est bien apparu à des collaborateurs de neuf pays européens qui vont tenter d'obtenir, selon leurs possibilités, une information comparable sur cerisier et prunier dans leurs pays respectifs. Ces données permettront une prise en compte globale de ces pathogènes au niveau européen.

A. BULTREYS, V. GILBERT ET F. LEGROS, CRA-W

Plus d'informations

Département Biotechnologie, CRA-W
234, chaussée de Charleroi
5030 Gembloux
Alain Bultreys
T. : 081 / 62.73.88
@ : bultreys@cra.wallonie.be

Division de la Recherche, du Développement et de la Qualité, DGA
Direction de la Recherche
Ilot Saint-Luc
14, chaussée de Louvain
5000 Namur
Anne Pourtois
T.: 081 / 64.95.95
@ : a.pourtois@mrw.wallonie.be



Empreintes génétiques de vingt-deux isolats wallons de *Pseudomonas syringae*.

Photo : Valérie Gilbert

Le développement de l'industrie des agrocarburants et l'arrivée massive de leurs coproduits sur le marché des matières premières, destinées à l'alimentation animale, impliquent de nouveaux équilibres sur les plans économique (changements dans les flux et les prix des matières premières) et nutritionnel (qualité et quantité des coproduits disponibles) pour les secteurs de la production et de la nutrition animale, qui sont les premiers clients des grandes cultures. C'est l'occasion donc de s'interroger sur des synergies possibles entre filière végétale et filière animale.

Le texte ci-après reprend les idées maîtresses d'un colloque intitulé *Filière végétale, filière animale : un partenariat gagnant-gagnant* (mai 2007) ainsi que l'actualisation des données au vu de l'évolution des marchés des matières premières.

L'impact des agrocarburants : Vers un partenariat entre filière végétale et filière animale ?



Photo : Ph. Delaunoy - d33

Jusqu'à présent, constate Olivier Lapierre, Directeur du *Centre d'étude et de recherche sur l'économie et l'organisation des productions animales*, les secteurs « animal » et « végétal » ont peu concerté leurs stratégies et c'est le marché qui a généralement orienté les choix des uns et des autres. Au niveau wallon, Silvina Dantas Pereira, chef de projet au *conseil de Filière (wallonne) Grandes cultures*, confirme ce manque de concertation et de contractualisation entre les deux secteurs.

Pourtant, pour Olivier Lapierre, les impératifs en terme d'environnement et d'énergie vont entraîner de gros changements par rapport au passé. La compétitivité des filières agricoles va aussi dépendre, à l'avenir, de la rentabilité d'autres filières. Ainsi, pour que la filière biocarburant soit rentable, il faut que le secteur animal valorise au mieux les coproduits (tourteaux de colza, drêches de céréales, glycérol, ...).

D'autant que l'approvisionnement et le prix des céréales vont être modifiés du fait de la concurrence entre alimentation humaine, alimentation animale et bioénergie. Cela pose d'ailleurs des questionnements pour les filières de qualité différenciée, qui avaient mis en avant les céréales comme constituant majeur de la ration des animaux, en partie en réponse aux attentes des consommateurs en matière de sécurité, d'innocuité et de traçabilité. La traçabilité et l'innocuité des coproduits sont également un souci permanent pour les fabricants d'aliments qui ont mis au point des stratégies d'autocontrôle et d'analyse des dangers potentiels. Yvan Dejaegher, Directeur de l'*Association professionnelle des fabricants d'aliments concentrés pour animaux* s'interroge aussi sur la qualité des protéines (digestibilité et composition en acides aminés) des coproduits.

Bref, on le comprendra, beaucoup d'incertitudes subsistent. Pour Yves Schenkel (CRA-W), président de l'*Equipe régionale biomasse énergie*, c'est dans l'urgence que notre société devra modifier ses comportements, compte tenu de l'accélération du changement climatique, de l'épuisement des énergies fossiles et des attentes sociétales (aliments de qualité, fonctionnels et sains, respect de l'environnement). Cependant, pour Dirk Lips, professeur à la KUL et membre du *Centre d'éthique en matière d'agronomie, de biologie et d'environnement*, ces évolutions trop rapides, jumelées avec des perspectives trop souvent à court terme, posent des difficultés aux producteurs qui doivent raisonner leurs investissements sur 20 ans au moins : « *On n'est plus dans un monde de certitudes* ». Pour pallier cela, une nécessaire remise en cause des principes établis s'indique afin d'impulser des changements dans les mentalités et les politiques ainsi que pour développer des innovations intéressantes et mettre en place un système de transfert de connaissances efficient permettant de faire évoluer notre agriculture vers une agriculture de la connaissance.

Coproduits : quantité et qualité

Demain, des tonnages importants de coproduits seront à disposition de l'alimentation animale. Cela suscitera inévitablement des questions quant à leur qualité et à la quantité qu'il est possible d'incorporer dans la ration des diverses espèces animales.

Pour Pascal Leroy, Président de la *filière Viande bovine*, ces coproduits peuvent représenter une opportunité de réduire notre dépendance vis-à-vis des protéines importées. Mais, poursuit-il, il faut encore que ces coproduits puissent être valorisés par les différentes catégories d'animaux. « *Il ne faut pas sous-estimer la capacité des animaux, surtout des bovins, à valoriser des coproduits* », souligne Yves Beckers, professeur à la FUSAGx.

Néanmoins, Alain De Bruyn, Président de la *Filière porcine wallonne*, s'interroge sur l'image négative que pourraient apporter ces coproduits, notamment pour les filières de qualité différenciée. Pour Eric Walin, directeur de la SCAR, il ne faut pas cacher les choses au consommateur. Il convient d'être proactif, donc d'informer le consommateur et de lui démontrer que ces coproduits sont des matières premières comme les autres. « *Actuellement, et tout comme dans le passé, les animaux de ferme valorisent de grandes quantités de coproduits industriels. Ceux-ci vont certainement changer dans le futur, mais a priori rien ne s'oppose à leur valorisation par les animaux* » fait remarquer Yves Beckers.

Secteur végétal et biocarburants

L'Europe est la seule à produire des biocarburants à partir de céréales à grain, hors maïs. Jean-Pierre Destain, Président du *conseil de la Filière wallonne Grandes cultures*, indique que les spécialistes estiment que ce n'est pas cette demande qui est à l'origine des tensions actuelles sur le marché puisque seulement 1 à 2 % des céréales sont utilisées à cette fin. Néanmoins, en Wallonie, on estime les besoins en blé pour les usines de biocarburants à environ 700.000 tonnes, dont 100 à 150.000 seraient fournies par les négociants wallons.

Or, aujourd'hui, la Belgique importe déjà environ 50 % de ses besoins en blé. Dès lors, tout nouveau débouché ne pourra être couvert que par une importation ou un glissement d'un autre débouché et ensuite importation.

Dans nos campagnes, quels changements peut-on attendre ?

Pour Alain Masure de la FWA, il est difficile de prévoir l'ampleur des changements, la compétition entre productions alimentaire et énergétique va inévitablement tirer les prix des aliments vers le haut. On

ne sait pas quelle sera la réponse des agriculteurs par rapport à cette évolution. Selon Bernard Bodson (FUSAGx), pour la saison 2006, on avait juste semé un peu plus de céréales et certaines jachères sous herbe étaient passées sous jachères énergétiques ; la disparition en 2007 de l'obligation de jachères et la réduction des emblavements de betteraves ont entraîné une augmentation conséquente des surfaces semées en céréales d'hiver (de près de 20.000 ha). En colza, compte tenu des rendements décevants en 2007 et des prix défavorables au colza, les emblavements à l'automne 2007 ont régressé. Selon Jean Wart, de la coopérative SCAM, ce n'est qu'à partir des semis 2008 que les changements se feront sentir avec notamment des surfaces en colza qui vont s'étendre hors de la zone de culture traditionnelle.

BioWanze

Il est prévu que l'usine fonctionne à partir de 85 % de blé et 15 % de betterave. Elle utilisera un procédé original permettant d'atteindre un ratio énergétique nettement plus élevé. En effet, seul l'amidon de la céréale entrera dans le processus de fabrication du bioéthanol. Le son et le gluten du grain, écartés au préalable, seront valorisés dans d'autres créneaux (Sylvie Decaigny, *BioWanze*).

TEXTE COMPILÉ PAR NICOLE BARTIAUX-THILL (CRA-W), SILVINA DANTAS PEREIRA ET JEAN-PIERRE DESTAIN (FWGC), EN COLLABORATION AVEC YVES SCHENKEL (CRA-W), BERNARD BODSON ET YVES BECKERS (FUSAGx).

Plus d'informations

Département Productions et Nutrition animales
Nicole BARTIAUX-THILL
Inspecteur général scientifique
8, rue de Liroux
5030 Gembloux
Tél. : 081 / 62.67.71
@ : bartiaux@cra.wallonie.be

« Le miel nouveau est arrivé »

38

Durant ce mois de juin, les Ruchers Portes ouvertes

Durant ce mois de juin, une vingtaine d'apiculteurs wallons ouvrent leurs portes au public pour présenter leur métier, leur savoir-faire et leur production.



L'Apaq-W a, depuis quelques années déjà, lancé une campagne visant à présenter aux consommateurs un produit facilement reconnaissable dans les points de vente et porteur d'une image de goût et de couleurs. C'est ainsi que les producteurs wallons identifient leur miel de deux façons :

- d'une part, par un couvercle métallique et une bandelette de papier portant l'appellation Miel Wallon réservés aux miels dont le taux d'humidité est inférieur à 18 % (pour une meilleure conservation),
- d'autre part, par un pot aux formes hexagonales et une étiquette portant la marque déposée Perle du Terroir, réservés aux miels qui répondent à un cahier de charges strict au niveau des normes de production.

Liste des producteurs participants
www.apaqw.be

C'est l'occasion de découvrir le monde fascinant des abeilles, leur rôle dans la pollinisation des plantes, les multiples saveurs du miel comme aussi la cire, le propolis, la gelée royale.

C'est aussi l'occasion de rencontrer des femmes et des hommes heureux de partager leur passion, conscients du rôle qu'ils peuvent jouer dans la gestion actuelle de l'environnement.

Pour plus d'informations

Jean-Paul Rolland
T. : 081 / 33.17.00
@ : j.p.rolland@apaqw.be

Brèves du livre

DANIEL LANTEIR, BIBLIOTHÉCAIRE

Ici, quelques ouvrages choisis parmi les acquisitions récentes de la bibliothèque.



Les marchés fonciers agricoles en Belgique : mécanismes d'échanges et formation des prix

CHEVEAU T., Université de Liège, Faculté des Sciences, département de Géographie, Liège, 2007, 130p.

Les objectifs de ce mémoire visent à identifier, dans une approche spatio-temporelle, les mécanismes qui régissent les ventes de terres agricoles en Belgique ainsi que le mode de formation des valeurs. Pour les remplir, quelques interrogations ont été postulées : dans quel contexte s'établissent les ventes de terres agricoles en Belgique ? comment ces ventes ont-elles évolué dans le temps ? comment ces évolutions se traduisent-elles spatialement ? comment se forment le prix des terres agricoles et est-il possible d'en modéliser la formation ?



Les agrocarburants et l'élevage : Atout ou menace pour les ruminants ?

COULOMB C., Institut de l'Élevage, département Économie, Coll. *Le dossier Économie de l'Élevage* n° 373, Paris, décembre 2007, 40 p.

Les agrocarburants sont aujourd'hui au cœur de l'actualité. Le secteur de l'élevage est régulièrement interpellé sur l'intérêt qu'il pourrait trouver au développement de ces cultures énergétiques et des coproduits qui leur sont liés. Ce dossier a pour ambition d'apporter un éclairage neuf sur la nature et l'importance de cette filière en France, sur son contexte européen et mondial, sur ses probables développements, sur les stratégies des acteurs. Il esquisse aussi l'impact que ces projets et l'avenir des agrocarburants pourraient avoir sur les systèmes d'élevage.



Énergies renouvelables et agriculture : Perspectives et solutions pratiques

PELLECUER B., éditions *France agricole*, Coll. *Comprendre*, Paris, 2007, 196p.)

Le changement climatique et la fourniture d'énergies renouvelables sont deux soucis émergents de notre temps. L'ouvrage, synthétique mais complet, présente les différentes sources d'énergies renouvelables, les options politiques, les approches techniques et économiques, les enjeux et les opportunités, notamment pour les agriculteurs et les forestiers, principaux gestionnaires de la biomasse et potentiellement au premier plan dans la lutte contre le réchauffement climatique. Les agriculteurs, avec leur triple casquette de producteurs et consommateurs d'énergie ainsi que de citoyens, face au débat de société, y trouveront un outil de discernement et d'évaluation de la place qu'ils peuvent prendre dans le nouvel ordre économique qui s'ébauche.



Conserver les pommes de terre. Bâtiments de stockage en Région wallonne : situation, problèmes de conservation et recommandations, aspects économiques

RABIER F., RYCKMANS D., Fiwap & CRA-W, Gembloux, 2008, 76p.

Cette publication a pour but de permettre au producteur de se faire une idée plus précise de sa problématique de conservation de pommes de terre par la prise de connaissance des techniques et moyens existants pour améliorer, s'il y a lieu, son infrastructure. Outre les résultats d'une enquête (2005-2006) sur les capacités de stockage des pommes de terre en Wallonie, la brochure identifie les principaux problèmes auxquels l'agriculteur est confronté et démontre surtout comment les prévenir et comment y faire face. La dernière partie de la brochure est consacrée aux aspects technico-économiques de la conservation des pommes de terre et présente principalement les coûts liés à la construction ou à la transformation d'un hall de stockage.

Plus d'informations

Bibliothèque de la direction générale de l'Agriculture
14, ch. de Louvain – 5000 Namur

Accessible au public chaque jour ouvrable sur rendez-vous de 10 à 12 heures et de 14 à 16 heures (possibilité d'emprunt durant 15 jours).

T. : 081 / 64.94.12 – F. : 081 / 64.94.66

@ : d.lanteir@mrw.wallonie.be

Editeur responsable :

Claude Delbeuck
14, ch. de Louvain
B – 5000 Namur

Les Nouvelles du printemps
2^e trimestre 2008

Trimestriel d'information édité par la direction générale de l'Agriculture
Ilôt Saint-Luc
14, ch. de Louvain – 5000 Namur
T. : 081 / 64.94.11
@ : dga@mrw.wallonie.be
<http://agriculture.wallonie.be>

Comité de rédaction des Nouvelles :

M. Mmes Martine Leroux, Geneviève Minne et Anne-Françoise Piérard,
MM Jean-Luc Matthieu, Gaëtan Fripiat, Hervé Hulet, Daniel Lanteir, Geoffroy Simonart, Jacques Stévenne, Ewald Teller, Jean-Claude Van Schingen.

Conception graphique et édition :

Twogether & Partners
Production et réalisation, coordination générale : Anne-Françoise Piérard
Relecture : Véronique Renaux
Transposition en langue allemande : Irmgard Drese (Amel)

Ont collaboré à cette 46^e édition :

G. Bollen, A. Bultreys, JM Bouquiaux, L. Château, JM Cheval et les conseils de filières animales wallonnes, M.-F. Closset, J. Feron, V. Gilbert, A. Kaisen, D. Lanteir, F. Legros, J. Stévenne, E. Teller.

Les articles n'engagent que la responsabilité de leur auteur



**AGRI
NATURE**